

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX: 0,60 NF

N° 127 - 15 Décembre 1962

La crise du logement s'accroît

(Page 8)

Le gouvernement prétend faire une politique « sociale »

Mais dans le
contexte actuel
il cherche surtout
à domestiquer
les syndicats.

Les regroupements
parlementaires :

**UN ALIGNEMENT
SUR LA DROITE**

(Page 4)

L'armée
occupe
les locaux

Répression
des grèves
à la R.A.T.P.

(Page 8)

CINEMA

L'ŒIL DU
MONOCLE

Un film de
Georges Lautner

(Page 12)



DOCUMENT

**TOGLIATTI toujours
secrétaire général
du P.C. italien...**

... Mais au congrès du parti communiste italien, peu de changements apparents : Togliatti est resté maître de la direction. Mais là, comme aux congrès des partis tchécoslovaque, bulgare et hongrois, la controverse entre Russes et Chinois, entre « dogmatiques » et « pragmatiques » a constamment dominé les débats. Elle s'est même cette fois étalée au grand jour. Le conflit est profond et ses développements, s'ils sont difficilement prévisibles, engageront l'avenir de l'ensemble du mouvement communiste.

(Pages 6 et 7)

*Vous devez
trouver de
nouveaux
lecteurs de
TRIBUNE*

(Page 10)

La jeunesse à l'encan

« La première question est, en effet, de savoir si nous sommes démocrates. Mais ce n'est pas la seule. Encore faut-il savoir ce que cela signifie d'être démocrate en 1962 et rechercher comment incarner un idéal demeuré intact dans une société en pleine évolution », lit-on, cette semaine, dans l'hebdomadaire M.R.P. *Forcés Nouvelles*.

Il est très possible, en effet, que le M.R.P. ne soit pas démocrate. Après tout, aucun critère n'existe pour qualifier un homme « démocrate » ou « non démocrate ». Il devrait importer assez peu au M.R.P. de trouver la définition du parfait démocrate puisque le M.R.P. possède un « idéal resté intact dans une société en pleine évolution ». Si cet idéal était la démocratie, il aurait été possible au M.R.P. de définir depuis longtemps le visage du parfait démocrate.

Il est vraiment dommage d'être obligé de constater l'incapacité d'une formation, qui n'est pas sans valeur, à fournir à son public autre chose que des masques. Le M.R.P. se veut volontiers un parti éducateur de la jeunesse française. Chacun est libre de vouloir former la jeunesse à son image. Le P.S.U. a toujours considéré, quant à lui, qu'il n'avait aucun modèle à proposer à la jeunesse. La jeunesse y entre, y reste, en sort, en modifiant chaque fois l'esprit et les actions du P.S.U.

F.I.D.E.L.

EN Uruguay, 75 % du budget des chemins de fer sont consacrés aux salaires.

Les travailleurs jouissent de la Sécurité sociale, des allocations familiales, de la retraite à plein tarif et à cinquante-cinq ans. Le quart des habitants sont fonctionnaires. La doctrine politique du gouvernement est le socialisme non marxiste. Il n'y a que deux partis : les rouges et les blancs. Les rouges regroupent les ouvriers, et les blancs, les paysans. Trois nouveaux groupements politiques sont apparus le 25 novembre : l'Union Populaire, d'inspiration « socialiste » ; l'Union Civica, parti de démocratie chrétienne, et, enfin, le F.I.D.E.L., qui désigne, en hommage à Castro, le Front de Libération. Ces trois nouveaux groupements sont apparus depuis que les blancs ont pris le pouvoir. En 1958. Pour remédier à la crise agricole. Sans prétendre en tirer des conclusions d'ordre politique, sur le plan intérieur, ni sur le plan international, et sans vouloir comparer l'Uruguay à la France, ni le P.S.U. au F.I.D.E.L., nous relevons que le F.I.D.E.L. a recueilli, face à l'Union Populaire et l'Union Civica, le plus grand nombre de voix.

Echo d'un écho

EXTRAIT du premier numéro de *La Voix Ouvrière*, qui propose un choix entre les échos fournis par les bulletins d'entreprises, cet écho du bulletin *Voix Ouvrière* Lip (Besançon), n° 59 :

Un jeune de dix-sept ans, travaillant sur une rectifieuse cylindrique, est blessé assez gravement à la face par l'éclatement de la meule. La rectifieuse cylindrique est classée machine dangereuse et interdite aux mineurs, par la loi. La direction a voulu dégager sa responsabilité en obligeant le jeune accidenté à signer une reconnaissance de responsabilité personnelle dans cet accident.

La Voix Ouvrière constate :

« La protection de cette meule par un gros carter empêcherait l'usinage des pièces. Mais plutôt que de modifier la machine de telle sorte qu'elle puisse recevoir un système de sécurité efficace, ou alors d'acheter une autre machine, la direction préfère qu'un ouvrier coure le risque d'être mutilé. » Elle conclut : « Une machine à dispositif de sécurité bien étudié, ça coûte cher. Un gars invalide, ça se remplace. Pour le patron, le matériel humain a moins de valeur que le matériel mécanique. » Cet écho est intitulé : « Homicides volontaires ».

Lorjou s'en revient de guerre

IL n'est donc pas permis de traiter un inspecteur des Beaux-Arts de « bourrique officielle, directeur - balayeur, cul - botté, malfaiteur, fossoyeur de l'Art français... ». Pour avoir diffamé M. R. Cogniat, il en coûte, au peintre Lorjou, mille NF d'amende et trois mille NF de dommages et intérêts.

C'est cher pour une péripétie qui relève de la vie d'artiste.

Merci !

NOUS lisons dans *Forcés Nouvelles* ces conseils aux lectrices : « Même si le cadeau ne vous plaît pas, jouez le jeu et agissez comme si vous étiez enchantée. Rien ne vous empêche, par la suite, de le faire disparaître au fond d'une armoire et, l'année suivante, d'en faire don à une vente de charité. Lorsque vous recevez le donateur, sortez l'ob-

jet de votre armoire et mettez-le en évidence ; c'est un geste facile à faire, et il entretient le plus précieux des biens de ce monde : l'amitié. »

Evidemment : il suffisait d'y penser.

Supermarchés

ALAIN CARRE étudie dans *Les Informations Industrielles et Commerciales* (n° 914) les supermarchés. Le constat est le suivant : 150 supermarchés fonctionnent actuellement en France. Les projets de création d'autres supermarchés porteront leur nombre à 500, en 1965.

Leur exploitation se fait par des entrepreneurs indépendants (31), ou par des concentrations d'entreprises : grands magasins, coopérateurs (119).

Le « programme » d'un supermarché exige une clientèle importante et un vaste emplacement pour la construction des locaux. Ces deux conditions ne sont, la plupart du temps, réunies que dans les nouveaux quartiers suburbains. D'où l'implantation des « usines de vente », dans ces villes neuves, qui monopolisent le commerce et en éliminant le « petit commerçant » par l'achat des terrains à des prix trop élevés pour ce dernier.

On relève que le supermarché ne fait concurrence, sur le plan national, au petit commerce que dans la proportion de 15 p. 100. Si on constate que cette concurrence s'exerce par élimination complète du petit commerce par le supermarché dans un secteur géographique donné (les nouveaux « ensembles », les « quartiers neufs »), on reconnaît que

dans ce secteur est inauguré un style de vie nouveau.

« L'usine de vente » attire des répercussions importantes sur la vie quotidienne de la clientèle ? Est-ce que la clientèle souffre de la disparition du petit commerce ? Si elle en souffre, doit-on incriminer les capitalistes qui président à la concentration du grand commerce ? Si elle n'en souffre pas, doit-on conclure que le supermarché est une nécessité ou, à défaut d'une nécessité, un progrès ?

Deux de nos lecteurs qui font l'expérience de ce mode de vie nouveau ont la parole.

La mise en condition

DEUX jours avant le discours d'ouverture, les postes périphériques se sont soudain intéressés au chanoine Kir. Pour désarmer ce que son discours pourrait avoir d'explosif... Bel exemple de vaccination préventive. Tout en finesse dans le genre : « Ah ! le charmant bonhomme, tellement vert et original malgré ses quatre-vingt-sept ans, fort en gueule, et copain du pape comme de Khrouchtchev, franc buveur, qui a immortalisé son nom avec un apéro et qui se fait élire avec les voix communistes... Ah ! il n'en est pas à sa dernière incartade, le coquin... » Tout ça dit avec une gouaille amusée, complice, comme si on poussait l'auditeur du coude.

Au-delà du chanoine Kir et de son discours pétard mouillé, constatons l'invasion de la mentalité de droite : s'en prendre non aux idées, mais discréditer l'homme en ironisant sur ce que sa personne peut avoir d'accidentel (l'âge, par exemple, ou son goût pour le beaujolais).

Les étudiants dans la rue

LES manifestations ont repris. C'est un succès. Cinq mille étudiants de la Sorbonne ont parcouru le Quartier Latin aux cris de :

« Des amphis, pas de canons » ;
« Des amphis, pas de fusées » ;
« Salaire étudiant » ;
« Le savoir pour tous. »

C'est le plus grand nombre de manifestants comparé aux années précédentes. A. Grisel, président de la F.G.E.L., avait expliqué les raisons de cette manifestation. Il avait évoqué la condition de prolétaire de l'étudiant quittant la piaule mal chauffée pour aller au restaurant et mal manger, puis digérer dans un amphi comble.

M. Grappin, du S.N.E.S.U.P., avait, pour sa part, insisté sur la nécessité d'avoir un vrai ministre, des crédits et de l'imagination.

M. Marrou, du S.G.E.N., évoqua sa douleur d'avoir à piétiner les jeunes filles assises sur l'estrade pour arriver au tableau.

Cette réussite est due à de nouvelles méthodes :

— Vote dans les amphis de la décision de manifester ;
— Quinzaine d'information syndicale.

« Même les singes sont révoltés »

TEL est le titre d'un article d'Eric Rouleau, paru dans *le Monde*, rendant compte de la vie au Yémen sous le règne des Imans. Les singes se seraient révoltés, mais pas J.-F. Chauvel, journaliste du *Figaro*, qui a pris parti pour El Badr, l'imam-esclavagiste. Mélangeant l'information partisane et la fausse information, J.-F. Chauvel se ridiculise en prédisant régulièrement la victoire de la plus honteuse féodalité sur la République.

LE DESSIN DE JEAN CHARLET



— O en calcul, 2 en rédaction...
— Oui mais j'ai réalisé trois abonnements à TRIBUNE !

Lire en page 10 : « La campagne de diffusion de TRIBUNE ».

LE BILLET DE JEAN BINOT

DU NEUF ET DU RAISONNABLE

ON ne sait trop louer l'U.N.R., glorieux vainqueur aux législatives, de la promptitude qu'elle montre à illustrer ses convictions hautement démocratiques, le tout appuyant une loyauté, une sportivité à toute épreuve — et vice versa.

Ainsi, le sémillant président de l'Assemblée nationale venait tout juste de garantir le respect du droit de l'opposition que ses congénères, piétinant le règlement comme on le fait d'une vulgaire Constitution, expédiaient dans le décor les deux communistes candidats au bureau de ladite Assemblée.

Travail rondement mené, sans bavure et sans rémission. Si les éliminés n'en sont pas d'accord, M. le ministre Frey peut leur signaler à toutes fins utiles que des locaux viennent d'être rendus vacants.

A Fresnes. Quant aux membres de ce bureau qui n'appartiennent pas à la noble U.N.R. et se déclarent même de l'opposition, à leur place, on se sentirait un peu gênés...

UNION POUR LE FRONT SOCIALISTE

L'ORDRE gaulliste organise sa victoire. Tout en discutant gravement pour savoir s'ils siègeront au Marais ou sur la Montagne, les « jeunes Turcs » de l'U.N.R. se montrent durs aux antigauillistes de la 11^e heure, aujourd'hui repentis. Ils sont exigeants pour les places. Cette intransigeance n'est pas fantaisie, mais système et nécessité politique. Le monopole qu'à la faveur des circonstances l'U.N.R. s'est acquis à représenter la France de droite, elle doit le consolider, l'enraciner. Il lui faut se rallier, puis s'intégrer les morceaux épars de la vieille droite d'avant-guerre ou de celle de la Libération. Maîtres du pouvoir, libres de coloniser les secteurs vitaux de la gestion économique et administrative, les chefs de l'U.N.R. ont pour prochain objectif le quadrillage des zones conquises, par l'occupation des municipalités notamment.

L'alliance des principaux groupes d'intérêts et de la haute technocratie qui caractérise de plus en plus le système gaulliste a besoin de l'implantation d'un grand parti conservateur autoritaire. C'est une condition absolue de survie du régime au-delà de de Gaulle. C'est à ce prix que pourront être dominées les contradictions mineures du capitalisme de la III^e Révolution industrielle, que pourront s'effectuer sans crise sérieuse le reclassement et l'adaptation de secteurs retardataires du capitalisme industriel, commercial, agricole, notamment dans les régions économiquement sous-développées.

Mais quatre ans de gaullisme ont montré que les techniciens politiques de la bourgeoisie d'aujourd'hui savaient maîtriser les oppositions d'intérêts et les divergences idéologiques qui travaillent le bloc des couches possédantes. Ce bloc ne se détruira pas de l'intérieur ; les divers intérêts économiques et politiques qui le constituent ont éprouvé leur solidarité profonde ; ils ont appris les vertus de leur unité et celles d'un régime qui, mieux que le parlementarisme classique, garantit ou impose cette unité. C'est de cette expérience que l'U.N.R. cherchera à se fortifier. L'U.N.R. apparaît main-

tenant comme le prolongement nécessaire des institutions gaullistes.

Contre ce bloc, il faut faire l'autre bloc. Le régime ne concédera rien que pour affaiblir, amollir, diviser l'adversaire. Il n'entreprendra rien que pour le désarmer, le faire entrer dans son jeu. Parce que le régime a vérifié, comme nous-mêmes, que l'unité de l'ensemble des forces travailleuses ne pouvait se faire aujourd'hui sans l'engagement des grandes organisations syndicales, il s'essayera à séduire les syndicalistes par la promesse de strapontins dans les commissions consultatives ou les assemblées décoratives.

André Lafond, que ses sympathies activistes rendent indésirable à Force Ouvrière, est parti en reconnaissance à la tête de son Comité de Liaison et d'Action de Regroupement syndical.

« Pourquoi ne pas réclamer, dit-il, la participation directe aux décisions économiques et sociales des ouvriers, de la paysannerie et du patronat ? »

Pourquoi, en effet, le gouvernement des grands commis de la banque et des affaires, le gouvernement de la prospérité boursière refuserait-il les auxiliaires « syndicalistes » de la gestion capitaliste ?

Syndicalistes, démocrates n'ont que faire de cette association. Ils lutteront, sans illusions sur les difficultés actuelles de la tâche, pour élargir à la base, aux dépens du patronat et de l'Etat-patron, les droits des travailleurs, les prérogatives de la section syndicale, des comités d'établissement et des comités d'entreprise, pour saper, à la base, le système de gestion capitaliste et technocratique, pour se préparer aussi, par l'étude, la discussion et l'expérimentation à leur future tâche gestionnaire. Ils préciseront en même temps, au travers de multiples confrontations, les modalités de fonctionnement de la démocratie nouvelle dans laquelle l'Assemblée nationale ne sera qu'un des relais, après ceux de la région, de la localité, de l'entreprise et du secteur professionnel.

Comment ne pas sentir que les événe-

ments récents donnent des possibilités nouvelles à notre politique constamment réaffirmée : FAIRE LE RASSEMBLEMENT DES FORCES DEMOCRATIQUES ET SYNDICALES SUR UN PROGRAMME DE DEMOCRATIE SOCIALISTE.

En portant un coup irréparable aux combinaisons centristes, en provoquant le réflexe unitaire de la gauche contre le gaullisme, la dernière épreuve a rapproché le moment où les vieux appareils politiques n'auront plus le choix qu'entre une définitive capitulation et une véritable politique unitaire.

Nous devons comprendre et sentir que les travailleurs, dans leur masse, les démocrates veulent l'unité, qu'ils en ont éprouvé, une fois encore, la force, qu'ils feront confiance à ceux qui seront les plus résolument et les plus efficacement unitaires. Ce qui veut dire : non pas seulement organiser et développer l'action unie, non pas seulement multiplier les centres de discussion et de confrontation à la base, mais combattre la démagogie de l'unité. C'est mentir par exemple et une fois de plus préparer de sévères désillusions et de nouveaux reculs que de laisser croire que de simples alliances électorales ouvriraient la voie par elles-mêmes à des changements profonds dans la situation de la gauche française.

Il faut à l'unité, pour qu'elle soit sérieuse, c'est-à-dire solide et durable, un programme et un contrat. Il est temps de dire clairement les conditions de l'unité, d'acculer les appareils politiques traditionnels à en débattre pour, un jour, en subir d'une façon ou d'une autre la contrainte. Préciser ces conditions, les populariser, c'est le rôle de la gauche nouvelle dont les élections ont justement confirmé la réalité à travers l'ensemble du pays et dont le P.S.U. est l'expression.

Agissons sans réticence, sans mesquinerie, au moment où notre politique fondamentale peut prendre tout son sens, acquérir toute sa force. Soyons véritablement le Parti de l'Unification Socialiste, le Parti du « Front Socialiste ».

Jean Poperen.

Au M. R. P. : déception mais espérance d'héritage

LA nouvelle Assemblée nationale a commencé à s'installer : élection de son président et de son bureau, répartition des présidences des commissions, regroupements divers et apparentements, etc. Quelque opinion qu'on puisse avoir sur la vitalité et l'efficacité d'une assemblée si fortement dominée par les inconditionnels et déjà si durement malmenée par de Gaulle sous la précédente législature, il n'est pas sans intérêt de jeter un coup d'œil sur ces formalités : elles ne sont pas totalement dépourvues de signification politique, dans la mesure où on y décèle parfois un prolongement des mutations révélées par la consultation des électeurs.

Premier fait à noter : la boulimie de l'U.N.R. qui manifeste sans attendre ses tendances totalitaires. A l'école de de Gaulle, elle a commencé par violer le règlement qu'elle avait elle-même fait adopter : elle a exclu le groupe communiste, cependant fort de 41 membres, du bureau de l'Assemblée. Autrement dit, l'U.N.R. décide que sa force, actuelle lui permet de faire un choix parmi les groupes de l'opposition, d'en éliminer un pour

commencer, en attendant bien sûr de procéder de la même manière à l'égard des autres, si ce travail de division porte ses fruits.

Mais cette opération a déjà été l'occasion de révéler un premier changement par rapport à la précédente législature. Et, à vrai dire, ce changement est la suite logique de ce qui vient de se passer aux élections. La candidate du P.C., Marie-Claude Vaillant-Couturier a obtenu 117 voix ce qui signifie qu'elle a eu, outre les suffrages de son propre groupe, ceux du groupe S.F.I.O. et quelques autres encore.

Par contre, le M.R.P. et les autres groupes du centre-droit ont emboîté le pas à l'U.N.R.

C'est qu'on voit se produire à l'Assemblée ce qui s'est déjà produit dans le pays à l'occasion des élections législatives. L'éclatement du cartel des « non », l'importance numérique de l'U.N.R., le durcissement prévisible de la politique antidémocratique du régime gaulliste aboutissent à la disparition de l'ancienne répartition des forces politiques et à un nouveau cli-vage, qui tend de plus en plus à être

l'opposition la plus simple, la plus traditionaliste et la plus saine ; l'opposition entre la droite et la gauche.

L'évolution du M.R.P. est à cet égard la plus significative. Sans doute n'a-t-il pas encore ouvertement renoncé à garder quelques contacts avec les radicaux et même la S.F.I.O. Mais déjà le fossé s'élargit. Le M.R.P. accentue son reclassement vers la droite.

D'abord, il a fusionné, sur le plan parlementaire, avec les survivants du Centre national des indépendants, et avec Pleven et ses amis : ce nouveau groupe s'appelle « Centre démocratique ». Il semble que les projets d'un assez large regroupement baptisé « travailliste » et comprenant à peu près tout le secteur situé entre les gaullistes inconditionnels et les communistes aient déjà fait long feu.

D'autre part, il est de plus en plus évident que le M.R.P. s'efforce de ne pas adopter une attitude d'opposition à l'égard du régime. Les premiers votes pour les formations réglementaires ne l'ont pas séparé de l'U.N.R. Mais de plus son comité national, réuni

dimanche dernier, a adopté une attitude de prudente expectative. Le rapporteur de politique générale a laissé prévoir que le groupe M.R.P. voterait l'investiture du gouvernement Pompidou. La résolution adoptée à l'unanimité rejette « l'allégeance inconditionnelle aussi bien que l'opposition systématique ». Elle poursuit : « Le M.R.P. est résolu à participer à tout effort visant à constituer, au-delà des cloisonnements dépassés — et avec le concours des forces vives de la nation — la grande formation politique permanente susceptible de faire vivre un régime fort et stable dans l'équilibre des pouvoirs. »

L'intervention finale de M. Pflimlin éclaire ces phrases : le M.R.P. fera tout pour ne pas se couper du gaullisme, car il estime que l'U.N.R., le jour où elle sera privée de de Gaulle, se disloquera, et que lui sera le mieux placé pour recueillir la succession et maintenir l'essentiel du régime.

Et c'est bien en effet par rapport au régime que se feront inévitablement tous les reclassements politiques dans les mois qui viennent.

Pierre Luguet.

LES REGROUPEMENTS PARLEMENTAIRES :

division arbitraire et opération à long terme

L AGITATION électorale est terminée. Les lampions sont éteints. Les badauds sont rentrés chez eux.

Mais les bateleurs sont seuls, maintenant, à compter leurs gains. Sur les épais tapis de l'Assemblée et dans les bureaux discrets, des éclats de voix retentissent.

L'U.N.R. est, on le sait, le groupe parlementaire le plus nombreux. Mais le but qu'elle espérait n'a pas été atteint : avoir, à elle seule, la majorité absolue des députés, c'est-à-dire 242 membres. Pourtant, ça aurait bien arrangé les choses. Pensez donc, 242 députés disciplinés comme un seul homme !

Enfin, rien n'est perdu, puisque, à côté des blancs U.N.R., se sont regroupés les roses U.D.T. Pour ceux qui, peu au courant des sigles, se demanderaient qui sont ces U.D.T., précisons qu'ils ne représentent que le recto légèrement teinté des U.N.R. Autrement dit, l'U.D.T. prétendait se différencier des U.N.R. en affirmant qu'ils étaient les seuls gaullistes à mettre l'accent sur le « social ». Des gaullistes de gauche, donc ! Quoi qu'il en soit, après avoir aidé à piper les voix, l'U.D.T. se retrouve avec l'U.N.R., et pour que l'opération paraisse plus sérieuse, recherche une nouvelle appellation commune. Si vous avez des idées, faites-le savoir au général Baumel ; mais il faut obligatoirement que, dans le nouveau nom de la recette U.N.R.-U.D.T., il y ait le mot social. Attention, pas le mot populaire surtout, ça risquerait d'être confondu avec un certain Front qui est utilisé, en d'autres occasions, pour épouvanter le bourgeois et rameuter la droite conservatrice. Cet épouvantail a déjà servi à l'U.N.R. qui le conserve pour d'autres occasions.

Donc premier regroupement : U.N.R.-U.D.T. = 233 députés, la tête tournée à droite... et le petit doigt sur la couture du pantalon du général de Gaulle.

DEUXIEME REGROUPEMENT

Second regroupement qui va être payant pour les partenaires du groupe de Giscard d'Estaing et de Mondon : les républicains indépendants. C'est là ce qui subsiste des indépendants du Centre national (C.N.I.). Bonne affaire pour tous : Trois portefeuilles ministériels et voilà 35 voix assurées qui s'ajoutent au 233, soit 268 au total, c'est-à-dire 26 de plus que la majorité absolue. Mais ces 35 républicains indépendants, s'ils sont bien de droite, ne sont pas réellement tous des gaullistes inconditionnels. Il se pourrait même qu'il y eût des faux frères dans cette belle famille. M. Jacquinet, déjà, les acquitte pour être sûr de ne pas se séparer de son maroquin, sans lequel, tout le monde le sait, il ne pourrait plus vivre en famille ; il est devenu U.N.R. pour assurer son avenir. Par contre, d'anciens membres du C.N.I. qui avaient été partisans du « non », n'ayant pas voulu interrompre une carrière si heureusement commencée, sont venus adhérer, toute honte bue, au groupe des républicains indépendants. Un opportunisme de faux frères, certainement.

Des faux frères, il y en a aussi à l'U.N.R. Ce sont ceux qui ont refusé leurs voix à M. Dusseaux, l'ex-ministre des Transports, qui, abandonnant son dernier maroquin aux mains de l'U.N.R. Marc Jaquet, ne recueillit que 125 voix — sur 233 — pour accéder à la présidence du groupe parlementaire.

En somme, une majorité d'apparence monolithique, mais qui pourrait receler quelques failles suspectes.

TROISIEME REGROUPEMENT

Y a-t-il là quelque danger ? Ne tremblons pas pour la majorité. En effet, un troisième regroupement s'est opéré autour de M. Pleven et sept de ses supporters, de 13 rescapés de feu le C.N.I. et des 39 M.R.P. Ce sera le Centre Démocratique qui, avec ses 60 voix, trouvera, en son sein, des éléments de remplacement à la majorité absolue. On peut compter sur le M.R.P. pour jouer des deux instruments : majorité-minorité, non et oui, noir et blanc. Une seule chose

les épouvante, le rouge. Mais ils ne risqueront pas, certainement, de se trouver en désaccord avec leurs partenaires au moment où se discuteront les projets d'attribution de subventions à l'enseignement confessionnel. C'est, pour eux, un lien solide.

QUATRIEME REGROUPEMENT

Ce pourrait être aussi la pierre d'achoppement entre le Centre démocratique et son voisin le Rassemblement démocratique qui, sous la houlette du radical et européen Maurice Faure, englobe — radicaux et alliés (tel M. Mitterrand) — 38 laïcs. Ceux-ci ne sont pas tous — eux aussi — opposés systématiquement au gaullisme, mais l'attraction S.F.I.O. est — pour l'instant — plus forte que l'appel U.N.R., passant au travers du Centre démocratique.

Que représente ce groupement radical ? Plus rien vraiment dans le pays, qu'une étiquette. Ne prêtait-on pas, il y a peu, à M. Maurice Faure l'idée suivante : « L'anticléricalisme est aujourd'hui périmé, il appartient à un passé poussiéreux. » Soit, mais

il faudra alors beaucoup d'habileté à Maurice Faure, s'il veut concilier entre eux M.R.P. du Centre démocratique, laïcs du Rassemblement et les hommes des formations de la gauche véritable pour qui la laïcité sans faille est un des tests de la démocratie socialiste.

Cela ne rebute pas la S.F.I.O. qui a constitué une « délégation permanente » auprès de Maurice Faure et de son Rassemblement, pour tenter, semble-t-il, de le retenir sur la pente vers le Centre démocratique et l'appel U.N.R.

PLUS A GAUCHE, PAS DE REGROUPEMENT

Plus à gauche, pas d'autre regroupement. Peut-être parce que les uns et les autres ne doivent leur écharpe qu'à une lutte fratricide ! Sans nul doute, si la gauche entière — sans exclusive aucune — avait présenté un programme commun au pays, le total de ses élus eût facilement dépassé l'éphémère et titubante majorité absolue actuelle.

Quoi qu'il en soit, le regroupement de la gauche à l'Assemblée natio-

nale n'est pas pour l'immédiat. La S.F.I.O. n'est pas encore débarrassée — malgré la perte de près de 800.000 voix dans le pays — de sa phobie communiste. Les communistes, quant à eux, n'ont pas encore compris qu'ils serviront toujours de repoussoirs tant qu'ils n'auront pas prouvé que le Parti communiste français ne subordonne plus toute sa tactique à la politique d'un bloc. La construction de l'Europe ou la construction de la paix, par exemple, pourraient leur en donner l'occasion.

Le radicalisme n'a plus guère sa raison d'être, la S.F.I.O. l'a remplacé avantageusement dans le pays. Quant au M.R.P., il lui reste à se regrouper définitivement avec les formations de la droite traditionnelle et cléricale.

Allons, malgré les regroupements parlementaires à l'Assemblée nationale, le jeu véritable se jouera dans le pays où se trouvent, face à face, riches et pauvres, patrons et ouvriers, exploitants et exploités. Car il ne suffit pas de mettre « social » dans un titre pour faire croire à une politique socialiste...

Bertrand Renaudot.

Les nouveaux députés s'installent

TOUS les honorables anciens ou nouveaux députés U.N.R. continuent à tenir (ou font semblant) l'échec de Michel Debré comme une catastrophe nationale.

Et de méditer sur la manière la plus rapide pour faire revenir Michou la Colère au Palais-Bourbon.

Quarante-huit heures ne s'étaient pas écoulées que, pour le faire fléchir — dans son masochisme bien connu, il paraissait ne vouloir rien entendre — Michel Debré avait sous les yeux un dossier impressionnant des vedettes des partis de jadis qui étaient redevvenues promptement députés grâce à une élection partielle : Clemenceau, Briand, Tardieu, Doumer, Léon Blum (battu à Paris, en 1928, par Jacques Duclos, député de Narbonne moins d'un an plus tard), Paul Reynaud.

Pour faire bonne mesure, on citait même le cas de Winston Churchill qui changea trois fois de circonscription.

ON chercha aussi du côté des députés, ministres. Foyer offrit son siège que le remplaçant était prêt à abandonner. On médita : c'était finalement trop risqué. La tactique qui avait fait ses preuves pourrait les rejeter dans le Maine-et-Loire après l'Indre-et-Loire.

Est-ce que Marette, vainqueur de Baylot, ne pourrait pas... Mais si. Oui, mais avec ses électeurs parisiens tellement versatiles, il y avait encore un risque !

C'est alors que quelqu'un pensa à Karcher qui avait abandonné Paris pour la Moselle et qui s'était fait élire glorieusement dès le premier tour.

Mais Karcher ne marcha pas — mais pas du tout. Il ne fut même pas ébloui par la perspective offerte d'un demi-marouquin.

Le jour de la rentrée parlementaire, il disait à qui voulait l'entendre :

— Ne dites pas que vous m'avez vu ! Je me cache de crainte de nouvelles entourloupettes.

Bref, pas d'élection partielle en vue.

On ne désespère pas, cependant, dans l'entourage de l'ex-Premier !

— L'hiver est précoce. Il y a du verglas. Au cours de la dernière législature, une demi-douzaine d'élus se sont cassés la figure en voiture, a fait remarquer un de ses jeunes « barons ».

Ce Karcher, d'ailleurs, a eu sa

revanche : il a été bombardé vice-président de l'Assemblée nationale au titre de l'U.N.R., ce qui prouve que tous les petits camarades de l'U.N.R., comme il est dit plus haut, ne tiennent pas la disparition de Debré pour un événement tellement fâcheux et démoralisant.

En tout cas, le clan Debré a eu la peau — définitivement — de Terrenoire. Les deux hommes ne peuvent pas se sentir, surtout depuis l'affaire de Bizerte, Terrenoire ayant gaffé monumentalement à l'époque.

C'est Jacques Baumel qui devient secrétaire général de l'U.N.R. C'est lui qui est considéré comme le grand organisateur de la victoire électorale — après « le Guide », bien sûr !

Comme on lui en faisait compliment, ledit Jacques Baumel soupirait modestement :

— Eh oui ! Dans la nuit du deuxième tour, chaque fois que l'on m'annonçait qu'un de nos compagnons était élu, je me disais : « Je creuse ma propre tombe. »

« Car n'oubliez pas que je suis sénateur... Et que le Sénat, hum ! — ??? »

— Enfin, ce n'est pas pour tout de suite. On commencera à en parler sérieusement au printemps, pas avant.

L'impression est que, d'ici là, le général de Gaulle ne manquera pas de faire filtrer, selon l'usage, des indiscrétions reprises par les cent trompettes de la renommée de la presse conformiste puis, par la suite, mollement et obscurément démenties. Les sénateurs apprécieront.

CE groupe parlementaire U.N.R., quelle chance il a d'avoir Roger Dusseaux comme président !

Pensez donc ! C'est qu'il connaît bien tous les partis : S.F.I.O. à la Libération, puis U.D.S.R., puis M.R.P., puis M.R.P. dissident, puis R.P.F.

Le Louison Bobet du Tour de France politique, quoi !

Aux lauriers tout neufs de leader parlementaire gaulliste, Roger aurait préféré ceux, plus cossus, de l'hôtel historique des Travaux publics.

Mais l'inconditionnalité commande...

Et, cependant, il y eut un candidat opposé à Roger Dusseaux pour cette prestigieuse présidence de groupe. C'est à n'y rien comprendre. D'autant plus que l'affaire

était menée par un certain Pierre Bas, le nouvel élu de Saint-Germain-des-Près-Saint-Sulpice. Qu'est-ce à dire ?

A la vérité, le Pierre Bas, théoriquement conseiller référendaire à la Cour des Comptes, sort tout droit du cabinet de M. le Président de la République. Ça n'est pas rien !

Roger Dusseaux nous paraît, somme toute, placé sous le régime de haute surveillance de qui vous savez.

CETTE même nouvelle vague U.N.R. ne paraît pas nourrir (comme elle a raison !) une sympathie très spontanée pour Giscard d'Estaing.

Elle l'a fait savoir en s'arrangeant de telle sorte que Chamant, comme vice-président indépendant « gaulliste », recueille le moins de voix possible.

Et puis, écoutez Vallon, « gaulliste de gauche » (la langue française tolère de ces accouplements monstrueux) :

— Alors, c'est vous, bien entendu, qui signerez la première motion de censure contre le gouvernement ? lui demande un confrère.

Louis Vallon (le seul humoriste connu de la majorité) :

— On verra... Mais c'est Giscard qui a la priorité absolue. Comptez sur lui pour télécommander ses petits camarades indépendants et prétendument gaullistes et ce, à la première — peut-être la seconde — occasion.

ON ne sait pas trop ce que donnera cette présidence alternée et semestrielle Pflimlin et Pleven au Centre démocratique.

Mais on peut se demander si le premier ne s'est pas déjà placé dans la perspective de l'élection au suffrage universel du président de la République, la succession du Guide une fois ouverte ; et le second dans l'hypothèse où Pflimlin étant à l'Elysée, Pleven, lui, s'installerait à Matignon.

Maurice Faure n'a pas trouvé beaucoup d'assentiment auprès de ses amis radicaux pour le ralliement au Centre démocratique, qui serait devenu alors « un puissant groupe ».

Ce n'est pas faute d'avoir dit et répété que le problème de la laïcité était dépassé.

Au fait, c'est peut-être à cause de cela...

Eh bien ! tant mieux...

Remue-ménage chez les dirigeants atlantiques

CETTE semaine, l'activité internationale et diplomatique s'est nettement déplacée vers le camp atlantique avec une série de rencontres et de conférences entre dirigeants « occidentaux ».

A Bruxelles, c'est dans une atmosphère maussade que les « Six » ont retrouvé M. Heath, le ministre britannique chargé des relations avec le Marché commun. Les pourparlers durent maintenant depuis 14 mois sans qu'on puisse encore en prévoir le terme ni l'issue. C'est, bien entendu, les machinations de de Gaulle pour conserver à l'axe Paris-Bonn le leadership européen qui constituent l'obstacle réel à un accord. Nul n'ignore qu'à une Europe élargie dont la diplomatie adoucirait le climat international, de Gaulle et son compère Adenauer préfèrent la formule des « Six », qui leur

permet de mener une politique belliciste à l'avant-pointe de l'« atlantisme ».

En multipliant les embûches sur les problèmes agricoles, le Commonwealth et la zone de Libre Echange (dont le Royaume Uni est l'axe), de Gaulle aura bien du mal à convaincre Macmillan, quand il le rencontrera à Rambouillet, de sa bonne foi européenne.

Parallèlement à ces entretiens strictement européens, la semaine présente est l'occasion d'une vaste confrontation Etats-Unis-Europe. Confrontation limitée d'abord aux quatre ministres occidentaux des affaires étrangères (Dean Rush, Lord Hume, Couve de Murville, Schoeder), et basé sur les rapports entre les Etats-Unis et ses alliés directs sur les grands problèmes de l'heure, un point sur lequel il y a beaucoup à dire après

la crise cubaine. Confrontation étendue ensuite aux Quinze de l'O.T.A.N., où les ministres américains Dean Rusk (Affaires étrangères), Dillon (Trésor) et Mac Namara (Défense) tenteront de persuader leurs partenaires d'accroître leurs forces classiques. Voilà une question qui ne manquera pas de faire rebondir les discussions entre Américains et Européens sur la force de frappe de l'O.T.A.N. Washington estime en effet satisfaisant le système actuel dans lequel les Américains gardent le contrôle de leur propre force nucléaire qui, en dernier ressort, doit servir à l'ensemble du bloc atlantique. Mais ce point de vue est loin d'être partagé par tous les autres membres de l'Alliance, comme on l'a vu au cours de la récente session de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) rassemblant les Six et le Royaume-Uni

sur les problèmes militaires. Tous ces problèmes seront enfin à nouveau évoqués au cours des deux jours de tête-à-tête que doivent avoir, au milieu de la semaine prochaine aux Bahamas, Kennedy et Macmillan. Les deux leaders « atlantiques », après les déclarations peu agréables de l'Américain Acheson à l'égard des Anglais, dresseront alors le bilan des différentes rencontres et feront le point des perspectives actuellement ouvertes dans les négociations avec les Soviétiques. Sur l'un comme sur l'autre plan, je crois d'ailleurs qu'il s'avérerait imprudent d'attendre, dans l'immédiat, quelque résultat spectaculaire. De la guerre froide à la paix tiède, la marge de manœuvre n'est en effet jamais bien large pour les « engagés ».

Georges Batelier

ALGÉRIE : une aide sans condition politique

« **P**RES de cinq millions d'Algériens ne produisent pas l'équivalent de leur pain quotidien, il ne reste — déduction faite des enfants, des vieillards, des femmes sans emploi — qu'un million ou moins de personnes actives... » Telle est, brutalement résumée par Mohamed Khider, Secrétaire général du Bureau politique, la situation actuelle de l'Algérie.

Le 4 décembre, dressant devant l'Assemblée nationale algérienne le bilan de deux mois de gouvernement, le Président Ben Bella indiquait que « la situation de la trésorerie est particulièrement préoccupante ». Il annonçait une politique d'austérité dans tous les domaines et en premier lieu dans celui de la Fonction publique où des organismes d'épuration, récemment constitués, doivent, d'autre part, remédier aux inconvénients d'un recrutement souvent un peu hâtif.

Le départ massif des Européens dont il reste à peine 170.000 sur un million ne pouvait manquer d'être catastrophique pour l'économie algérienne.

« Ne pas dorer la pilule »

Le premier Gouvernement de la République Algérienne a dû, avec une poignée de cadres, asséoir son autorité, faire régner un minimum de sécurité, lancer l'opération labours dont l'époque normale était antérieure de 3 semaines à sa constitution. Il lui a fallu organiser la rentrée scolaire, ouvrir des chantiers pour assurer la défense et la restauration des scis et aussi pour donner un toit aux anciens réfugiés et regroupés. Il lui a fallu également organiser la remise en marche des entreprises industrielles et créer les conditions d'un contrôle sur les prix. Tout cela est encore embryonnaire — aucun gouvernement n'aurait pu, en si peu de temps, régler de tels problèmes — et l'hiver sera rude.

Ce qui frappe dans le discours du chef du gouvernement algérien, c'est son sérieux, sa volonté de ne pas « dorer la pilule ».

Il faut noter également, la perspective socialiste dans laquelle le Président Ben Bella prend soin de replacer les divers points de son programme.

Ainsi en est-il particulièrement en ce qui concerne les décrets des 22 et 23 octobre sur les biens vacants dont l'exploitation sera confiée à des « comités de gestion démocratiquement élus ».

« Des capitaux »

Cependant, comme l'a rappelé Farès au cours du débat politique, « c'est avec des capitaux et non avec des cacahuètes qu'on construit un pays ». Et si le colonialisme classique s'appuie sur l'armée ; les capitaux sont un excellent véhicule pour les appétits néo-colonialistes.

A moins de reprendre les armes, le peuple algérien ne pourra qu'avec prudence dépasser les accords d'Evian.

Il est certes réconfortant que la Direction du Commerce Extérieur Algérien ait reçu des délégations commerciales de Pologne, de Bulgarie et de Tchécoslovaquie.

Mais parce que c'est de France que viendra la menace néo-colonialiste la plus précise c'est surtout de ses amis français que le peuple algérien a besoin.

Pour ceux-ci l'aide sans condition politique à l'Algérie nouvelle est la suite logique de l'aide inconditionnelle à la lutte pour l'indépendance.

Albert Roux.

Replâtrage à Bonn, mais la crise n'aura pas été inutile

FINALEMENT, on a pris les mêmes pour recommencer : le cinquième gouvernement Adenauer ressemble comme un frère au précédent puisqu'il groupe de nouveau chrétiens-démocrates et libéraux après bien des péripéties. Seule différence, le ministre de la Défense, M. Joseph Strauss, leader

Autre fait important de ce mois de crise, les sociaux-démocrates ont été pour la première fois pressentis pour entrer dans le gouvernement. C'est une façon de « révolution de palais » quand on sait comment, depuis 1949, le vieil Adenauer a traité l'opposition social-démocrate, presque soupçonnée de pactiser avec l'Est (ce qui est un comble pour qui connaît Willy Brandt et ses amis !).

Sans la maladresse de leur porte-parole, et surtout la violente réaction de la base ouvrière, on aurait assurément vu les

dirigeants sociaux-démocrates renier treize ans d'opposition et s'aller compromettre avec l'un des hommes politiques les plus réactionnaires du monde, le disciple fidèle du peu regretté Foster Dulles. Le S.P.D. revient de loin.

La redistribution

Mais ceux qui ont le plus peur sont, malgré tout, les libéraux lorsqu'ils ont senti passer le risque d'une conjuration chrétiens-démocrates-sociaux-démocrates. Tirailés entre une droite nationaliste et une gau-

che européenne, le parti libéral n'aurait pas résisté à l'alliance des « deux Grands » et on imagine le soupir de son président, Eric Mende, quand les pourparlers C.D.U.-S.P.D. ont capoté. Maintenant le parti libéral va pouvoir tranquillement reprendre sa politique de coups d'épingle envers son partenaire gouvernemental en attendant la grande redistribution des tâches que promet donc l'automne 1963. Pour l'Allemagne de l'Ouest, c'est une année de transition qui commence.

G. B.



Heinrich Ollenhauer, chef du parti social-démocrate.

de la démocratie chrétienne bavarroise (C.S.U.), dont les libéraux exigeaient le départ, a cédé la place à un autre membre de son parti, l'ex-ministre de l'Intérieur Hermann Hoehcherl.

Pourtant la crise n'aura pas été inutile puisqu'elle a contraint Adenauer à fixer publiquement la date de son départ du pouvoir : l'automne 63. Adenauer n'a pas été tout de même jusqu'à prendre l'engagement d'installer au palais Schaumburg le vice-chancelier Erhard pour lequel le « Renard » ne nourrit décidément aucune sympathie.

BRUNEI : la Shell contre l'indépendance

LES combats qui se déroulent actuellement dans le sultanat britannique de Brunei, au nord de Bornéo, ont mis en relief plusieurs faits :

- l'existence de ce petit Etat, jusqu'alors seulement connu des sociétés pétrolières (la Shell, plus spécialement) qui en sont les dirigeants en sous-main ;
- la révélation d'un problème colonial brûlant pour nos voisins d'outre-Manche ;
- l'internationalisme du mouvement d'indépendance.

Les réactions à Londres ont été caractéristiques.

Tout d'abord, l'opinion s'est indignée que la légendaire « Intelligence Service » n'ait pu prévoir ces revendications nationalistes, et M. Duncan Sandys, secrétaire aux Affaires coloniales, répondait lundi aux membres de l'opposition qu'évidemment le gouvernement était au courant, mais que rien ne laissait prévoir des troubles d'une telle ampleur.

Mais le moment de stupeur passé, on a accusé les rebelles d'être aux ordres de puissances étrangères, en l'occurrence l'Indonésie.

Cette accusation s'explique par la position de Brunei.

Le sud de Bornéo est maintenant un territoire indépendant : c'est l'Indonésie.

Le nord de l'île est partagé en trois protectorats britanniques : ceux de Nord-Bornéo, de Sarawak et de Brunei.

Ce dernier (5.700 km² et 85.000 habitants) produit et exporte cinq millions de tonnes de pétrole par an ; c'est le deuxième producteur du Commonwealth.

Dès lors, le conflit prend toute sa signification, surtout lorsque l'on sait que Macmillan veut rattacher ces trois Etats à la Fédération de Malaisie.

Le chef nationaliste, M. Azahari, pour sa part, refuse ce rattachement contre nature, réclame l'indépendance de son Etat et proteste contre l'agression dont celui-ci est l'objet.

Il refuse de considérer son mouvement révolutionnaire comme d'inspiration communiste et, de fait, c'est beaucoup plus, ainsi que le disait le président Soekarno, plus sur soutien des rebelles : « la manifestation de l'apparition de forces nouvelles prêtes à lutter jusqu'à la victoire du colonialisme et de l'impérialisme ».

Guerre d'indépendance liée au pétrole et à son capitalisme, ce n'est pas nouveau ; souhaitons du réalisme au gouvernement de Sa Gracieuse Majesté.

Rémy Grillard

MOUVEMENTS A L'INTERIEUR DU

ON trouvera dans cette page trois études consacrées aux événements les plus récents et les plus importants qui se sont produits à l'intérieur du monde communiste. Les événements ont généralement un lien entre eux : le développement du conflit sino-russe, qui est lui-même la conséquence d'une profonde divergence sur l'appréciation de la situation internationale et sur l'évolution interne du monde communiste.

Le 10^e Congrès du Parti communiste mais les problèmes du P.C.I.

LE Dixième Congrès du Parti Communiste Italien vient donc de s'achever. Togliatti est réélu secrétaire général ; les thèses proposées sont adoptées. Et l'attention du monde a été fixée sur le Congrès où se sont affrontés hrouchtchéviens et Chinois.

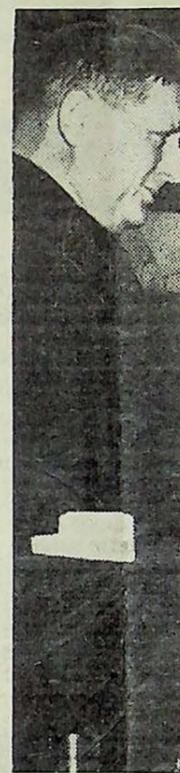
La question qui est un peu restée dans l'ombre, à l'occasion de ce débat qui concernait tout le mouvement communiste international, est celle de la vie propre du P.C.I. Et cette question dépasse l'anecdote, et nous intéresse directement ; en effet, les problèmes de la gauche italienne ressemblent beaucoup aux nôtres, et l'on ne voit guère d'autres pays que la France et l'Italie où trouver réunies ces conditions : pays à industrie développée, en expansion, avec des zones arriérées, une domination capitaliste qui semble peu menacée, dans l'immédiat, et une gauche qui comporte un fort parti communiste. Ajoutons que l'Italie sera inévitablement notre partenaire européen, avec quelques autres pays où la gauche est différente, et nous voyons que cette question mérite qu'on s'y arrête.

La préparation du Congrès

Comme dans tous les partis, sans doute, il existe dans le P.C.I. des luttes de tendances plus ou moins masquées, plus ou moins évidentes, qui recourent des rivalités personnelles. C'est un lot commun de toute organisation dont il serait stupide de se scandaliser. Togliatti a réussi à garder en main son parti en conservant, selon les méthodes les plus traditionnelles, le contrôle du « centre » face aux « extrêmes ». Ces « extrêmes » sont : à « droite », comme Amendola et toute une tendance qui appuie sur la « voie démocratique » vers le socialisme, et à « gauche », avec Ingrao, modérément, et quelques autres, plus extrémistes, qui passent, parfois, pour les « chinois » du P.C.I.

Togliatti a éliminé successivement les périls de gauche, puis de droite, par une série de réformes intérieures, touchant notamment

la presse du Parti, et le Dixième Congrès s'est déroulé sans que rien transparaisse de ces divergences. Toutefois les discussions préparatoires à ce Congrès ont été, à la base, assez fournies, assez poussées ; on a pu voir les Jeunes Communistes prendre des positions plus « à gauche » que celles de la Direction du Parti ; à Padoue des « opposants » ont publié une brochure intitulée « Viva il leninismo » qui semble fort proche des thèses chinoises. Si de tout cela rien n'est transparu au Congrès, c'est sans doute parce que les questions internationales ont occupé le devant de la scène — c'est peut-être aussi parce qu'aucune des tendances existantes ne tient tellement à un débat ouvert et public sur les orientations du P.C.I.



L'un des leaders : AMENDOLA.

Ce qui est en question

En effet les problèmes discutés entre Russes, Chinois, etc., sont certes d'une importance très grande pour le mouvement communiste international. Pour le P.C.I. ils sont un peu en dehors des préoccupations immédiates. On sait que l'Italie a un gouvernement de « centre-gauche », que le gouvernement démocrate-chrétien de Fanfani y est appuyé au Parlement par les votes des socialistes amis de Pietro Nenni. Quelle attitude doit adopter le P.C.I. face à cette politique ?

Dans l'Espresso, hebdomadaire qui correspond à peu près, pour la couleur politique, à notre Express, Antonio Gambino pose le problème ainsi (N° du 2-12-62) :

« Le choix entre la voie démocratique et la voie insurrectionnelle vers le socialisme est en fait strictement liée au jugement que l'on donne sur la nature de l'Etat où vit et agit un parti ouvrier. Si cet Etat est considéré comme Etat bourgeois de classe, pas seulement dans sa structure actuelle (parce que dominé par les partis et les groupes de pression de droite), mais dans son essence même, il est clair qu'un parti qui vise à un renouvellement radical de la situation existante ne peut se passer de poser le problème de la conquête violente du pouvoir, pour dé-

CE n'est plus une querelle de famille. Le conflit sino-russe est entré dans sa phase publique. Hier encore, on procédait par allusion dans les deux capitales. A Pékin, on attaque Tilo, ce « traître à 100 p. 100 » et tous les « révisionnistes modernes », étendant au-delà de la Yougoslavie, mais sans la préciser, cette épithète injurieuse. A Moscou, on ne censure plus depuis dimanche les critiques qu'adressent aux Chinois les leaders communistes étrangers et on dénonce, avec les « dogmatiques » albanais, tous ceux qui les approuvent et les soutiennent. En dehors de ces deux grands centres, où certaines précautions oratoires sont encore prises, on ne se gêne plus.

Les Albanais ont été les premiers à mettre dans le même sac Tilo et Khrouchtchev, à traiter ce dernier non seulement de révisionniste, mais de capitulaire et de traître. Ils n'auraient pas parlé ainsi sans l'autorisation expresse, voire l'encouragement, de Pékin. Les quatre congrès récents des partis communistes ont permis aux partisans de « K » de hausser le ton. A Sofia, l'équipe dirigeante a éclaté, tous ceux qui étaient soupçonnés d'hésiter entre les deux courants ou de sympathiser avec Mao, ont été éliminés. On n'avait nul besoin de le faire à Budapest et à Rome, aucun pro-Chinois n'y faisait plus partie de la direction. Quant aux dirigeants tchécoslovaques, tous anciens stalinien, ils ont dû donner des gages précis de leur fidélité à l'U.R.S.S.

A chacun de ces congrès, la controverse sino-russe avait lieu et, chaque fois, elle prenait une tournure plus vive, plus dramatique. Les rapporteurs dénonçaient t o u t

LE CONFLIT SINO-SOVIÉTIQUE DÉBOÛTE D'UNE SIMPLE QUERELLE DE

d'abord les « dogmatiques » albanais, demandait ensuite aux Chinois de ne plus les soutenir et approuvaient enfin la politique cubaine de « K ». Puis le délégué chinois, délégué obscur, les vedettes ne se déplaçant pas, reprochait au parti frère de porter leur désaccord avec les Albanais sur l'arène publique et prenait la défense de ces derniers. Chaque fois, la « clique Tilo » et les « révisionnistes modernes » étaient pris à parti avec plus de violence. Ce crescendo aboutissait à l'affirmation qu'en « Yougoslavie le capitalisme était restauré » le jour même où « K » recevait ce même Tilo à bras ouverts dans sa capitale et saluait en lui « la Yougoslavie socialiste ».

Telle était l'entrée en matière, les choses se précisant peu à peu. « Nous n'avons pas besoin de dire Albanais quand nous pensons aux Chinois », a déclaré à Rome Pajetta, secrétaire du P.C. italien. On a été un peu moins explicite ailleurs. Ce que ne pouvaient pas dire les rapporteurs, et moins encore les chefs des délégations soviétiques, d'autres orateurs, soigneusement choisis, l'ont dit à la tribune de ces congrès. Jusqu'au représentant du P.C. français, si réticent il y a encore quelques mois à condamner les Albanais, et qui n'a pas hésité à mettre en cause les dirigeants chinois. Partout,

ces derniers ont paru isolés, seuls les Nord-Coréens leur apportant un soutien avoué, les Vietnamiens et les Indonésiens penchant dans le même sens.

Le conflit ne date pas d'hier. On a beaucoup écrit du côté chinois sur le caractère inéluctable des guerres en régime capitaliste et, du côté russe, sur la possibilité de coexistence pacifique. La crise cubaine a explicité les divergences. « K » a reculé devant la menace d'un affrontement nucléaire et a cherché à exploiter ce recul pour engager le dialogue avec le président Kennedy. Mao, sans le nommer, a dénoncé « K » comme capitulaire et a repris, à cette occasion, ses thèses sur « le vent de l'Est plus fort que le vent de l'Ouest » et sur « le tigre en papier » impérialiste. Il a fait mieux que parler. En passant à l'offensive à la frontière indienne, il a voulu mettre « K » dans l'embarras, l'obliger à choisir entre les « alliés » et les « amis », casser, en un mot, la passerelle que son antagoniste soviétique s'efforce laborieusement de jeter entre Washington et Moscou. Certains sont allés jusqu'à dire que Mao faisait la guerre plutôt à « K » qu'à Nehru.

On en est là et nul ne peut prévoir quelle tournure prendra le déroulement ultérieur du conflit. Une chose paraît certaine. Toute amé-

lioration entre les deux équipes pourrait être que provisoire, temporaire. Il existe désormais deux conceptions du communisme, deux orthodoxes opposées. A côté de la troisième Rome, vient de surgir la quatrième qui tend à regrouper tout d'elle les foules innombrables d'Asie. Déjà, les Albanais ont en termes à peine voilés, de la nécessité de réunir tous les « marxistes-léninistes ». Déjà lesinois ont rappelé (allusion transparente) la trahison de la social-démocratie allemande, le puissant parti de la II^e Internationale. La seule possibilité pour la rupture serait la défaite et la démission consécutive de l'une des deux équipes, celle de Moscou ou de Pékin. On s'y applique avec acharnement. En vain jusqu'ici. C'est donc à la périphérie de la bataille se livre, par personnes posées, homérique, pleine de et de fureur ».

Conflit de doctrine, certes, politique étrangère à coup sûr, conflit bien plus profond qu'engage l'avenir du mouvement communiste mondial. Staliniens stricts obédience, les dirigeantsinois le sont devenus, à part le post festum, après la mort d'un tateur qui ne les portait pas dans son cœur. Encore en pas dans son cœur. Encore en en pleine crise du mois d'oct

MONDE COMMUNISTE

Le italien vient de s'achever, restent toujours posés

truire l'actuelle organisation de l'Etat et en reconstruire une nouvelle. Si au contraire l'on considère l'Etat comme un organisme seulement historiquement bourgeois, alors il est évident que l'action d'un parti socialiste ou même communiste (c'est-à-dire qui veuille donner un contenu communiste à la société) peut et doit être d'exercer une pression constante pour imposer ces successives modifications qui permettent d'arriver au but cherché.

Il est certain que poser ainsi le problème est assez simpliste, et met surtout en évidence l'opinion de l'auteur de l'article : c'est la « voie démocratique » qui est la bonne, la révolution est une utopie, et qu'il est temps, pour des communistes « modernes », de laisser certaines idées à l'Histoire, ou peut-être aux peuples sous-développés qui ont besoin d'idéologies simples et dures.

Il est non moins certain que si l'on se rend bien compte des intentions de Gambino, et de toute l'idéologie néo-capitaliste qu'elles expriment, cela ne donne pas automatiquement la bonne réponse. Et la recherche de cette « bonne réponse » exige un effort théorique important — sur lequel les débats qui opposent Russes et Chinois, pour cruciaux qu'ils soient, n'apportent strictement aucune lumière. La gauche extrême, pro-chinoise, du P.C.I. ne prône rien de bien constructif dans son tract « Viva il leninismo » — en ce qui concerne cette question. Face à l'attitude résolument centre-gauche de Nenni, la gauche du Parti Socialiste Italien n'a pas encore non plus trouvés les mots magiques, les solutions de cette question.

La voie émilienne vers le socialisme

Sans que les implications théoriques de ces problèmes soient bien évidentes, il est sûr que dans certaines régions d'Italie, où le Parti Communiste est très bien implanté, l'idée d'un appui « de l'intérieur » au centre-gauche fait son chemin. C'est le cas notam-

ment de l'Emilie, région où des coopératives florissantes sont contrôlées par le Parti, et une place forte communiste : aussi bien pour le nombre de cartes que pour les finances. Ici, on trouve souvent une critique au P.C.I., à qui l'on reproche d'appuyer le centre-gauche sans garanties suffisantes. Ce qui sous-entend qu'avec un peu plus de garanties... La réussite, sur un plan régional, des coopératives émiennes donne confiance aux militants ; Gambino rapporte qu'un dirigeant fédéral lui aurait dit, dans une conversation privée : « Si nous, à gauche, nous luttons tous ensemble, je vous l'assure le socialisme, en Italie, est à une portée de fusil. »

Naturellement l'inévitable fusion européenne va, sous une forme ou sous une autre, reposer bien des problèmes à une toute autre échelle que celle de l'Emilie. Mais d'ores et déjà l'on peut constater une chose. Lorsque le régime capitaliste est menacé sa dernière carte est le fascisme, ou le nazisme ; mais elle peut être précédée ou remplacée, quand c'est possible (économie ou expansion) par l'intégration néo-capitaliste. C'est ce qui est en jeu aujourd'hui en Italie. C'est ce qui pourrait être tenté demain en France, si la classe ouvrière devenait plus forte, et menaçait directement le pouvoir. Nous pourrions alors avoir une véritable ouverture à gauche (rien de commun avec les petites tentatives publicitaires de M. Pompidou). Faut-il vitupérer cette situation, ou la bénir comme une évolution positive ? Je ne sais — ce sont là de toute façon des attitudes peu pratiques. Tout le problème est que cette politique, que la bourgeoisie pourra commenter à un moment de son choix, selon, bien sûr, les combats menés par la gauche, ne nous prenne pas au dépourvu, et que les principaux aspects de la question aient déjà fait l'objet, alors, de débats et d'éclaircissements. C'est pourquoi l'expérience italienne est à suivre avec attention, même si la Dixième Congrès du Parti Communiste Italien n'a, sur ce point précis, pas apporté grand-chose de neuf.

P.-L. Thirard

tourant a été pris en 1958 avec le lancement du « grand bond en avant » et des « communes rurales ».

Il nous est impossible, dans cette rapide revue des événements, de rechercher les causes profondes de ce tournant, causes sociologiques et historiques plutôt que conjoncturelles. Contentons-nous de dire qu'en 1958 se posaient en Chine les problèmes du même ordre qu'en U.R.S.S. en 1928 et qu'à trente ans de distance, les mêmes moyens — les conditions de terrain leur donnant des aspects différents — ont été employés pour les résoudre. Le point de rupture se situe sur le plan international, mais il ne fait qu'exprimer un différend d'ordre global. Entre les communistes européens, mieux pourvus, qui aspirent au bien-être et à la paix, qui s'engagent dans une coexistence économique et dans une coexistence de longue haleine avec le capitalisme, et les communistes asiatiques, porte-parole des ventres creux, qui ne voient la solution de leurs problèmes que dans la privation et dans la violence, l'entente à la longue paraît impossible.

La preuve en est que nous assistons à un renversement des alliances, le centriste Khrouchtchev se liant avec le révisionniste Tito contre le dogmatique Mao et le délégué yougoslave se faisant acclamer par le congrès du P.C. italien, alors qu'un silence glacial accueillait le représentant chinois. Tito ne reviendra pas pour autant au bercail et Mao se prépare à en sortir. Quand ? Comment ? Toute prophétie dans ce domaine serait aventureuse.

Victor Masson.

DE DU CADRE FAMILLE

qui a failli déclencher une guerre avec la Pologne, les Chinois prenaient la défense des « libéralisants » polonais et hongrois et dénonçaient « le chauvinisme de grande puissance » de l'Union So-



MAO TSE-TOUNG

viétique. Le premier revirement est intervenu au moment de l'insurrection hongroise. Mais le véritable

L'U.R.S.S. entre l'ancien et le nouveau



Evtushenko

L'U.R.S.S. est toujours un pays en pleine transformation, qui n'a pas fini de nous étonner. Plus rien n'y semble acquis définitivement et il n'est pas une des certitudes de la période stalinienne qui semble capable de résister à l'érosion du temps et à l'assaut des nouvelles générations. Les « camps de travail », nom pudiquement donné aux camps de concentration à l'époque de Staline et de Béria, viennent de faire l'objet d'une dénonciation en règle et sans fards par la publication, dans la revue « Novy Mir » — avec l'accord et la bénédiction du présidium du P. C. de l'U.R.S.S. — d'une longue nouvelle d'un ancien concentrationnaire, « La journée d'Ivan De-

nissovitch » d'Alexandre Sobjémitzine. Dans le journal « Révolution » de La Havane, le jeune poète Evtouchenko explique, avec fougue, que la révolution cubaine est un véritable bain de jouvence pour les Soviétiques qui, grâce à elle, retrouvent un peu de l'esprit d'octobre 1917, qui s'était peu à peu enlisé dans les eaux boueuses du « culte de la personnalité ». Ajoutons qu'il ne s'agit pas là de manifestations isolées, mais qu'il s'agit, bien

au contraire, de symptômes significatifs d'un état d'esprit général qui s'étend à presque tous les domaines de la vie économique, sociale et culturelle. Les écrivains, les économistes, les historiens aussi bien que la majorité des citoyens soviétiques, commencent à dresser le bilan critique de leur prouesse passée pour mieux affronter l'avenir dans un sens véritablement socialiste.

Des réformes assez déroutantes

C'est ce dont il faut se souvenir pour replacer dans leur contexte les réformes adoptées lors de la dernière session du Comité central, qui, à première vue, apparaissent assez déroutantes. Sur le plan économique, ces réformes vont plutôt dans le sens d'un renforcement de la centralisation, alors que la discussion qui avait eu lieu dans les colonnes de la presse soviétique autour des thèses du professeur Liberman de Kharkov préconisait, au contraire, une plus grande autonomie des entreprises. D'autre part, la notion de rentabilité des entreprises, par opposition à celle d'accomplissement des normes quantitatives (en matière) du plan, n'a pas été reprise par Nikita Khrouchtchev, bien qu'il ne l'ait pas explicitement condamnée. Tout cela indique que les réformes les plus révolutionnaires se heurtent à des difficultés tant objectives — le caractère assez largement irrationnel du système des prix actuellement en vigueur en U.R.S.S. — que subjectives — la résistance des secteurs de l'appareil d'Etat qui verraient

leur situation privilégiée mise en cause par de telles réformes. Par contre, la réforme du parti et sa division en deux secteurs, l'un industriel, l'autre agricole, qui brisent à peu près complètement les vieilles structures basées sur des comités régionaux très bureaucratés, doivent être interprétées comme une première tentative pour saper les résistances les plus conservatrices de ces héritiers de Staline dont parlait récemment Evtouchenko dans un poème publié par les « Izvestia ». C'est dire que les réformes actuelles ne marquent pas véritablement un coup d'arrêt, malgré leur caractère très discuté (et vraisemblablement très provisoire) ; elles traduisent, selon toute probabilité, des discussions suivies de compromis au sein du groupe dirigeant du Parti communiste de l'U.R.S.S. Une preuve du caractère transitoire des mesures actuelles est d'ailleurs fournie par la reprise de la discussion sur le problème de la gestion des entreprises aussitôt après la session du Comité central.

Une participation effective des masses

La session du Comité central a montré en outre que la participation effective des masses, trop souvent indifférentes et passives, était plus nécessaire que jamais à l'effort d'édification économique et de transformation industrielle de l'U.R.S.S. La notion de Conseil ouvrier qu'il y a quelques années encore était condamnée comme révisionniste, fait son apparition. Il est question de donner à des conseils d'entreprises élus un certain nombre de responsabilités dans le domaine de la planification. Il est question aussi de faire de plus en plus appel à l'intéressé matériel des ouvriers, afin qu'ils puissent mieux juger et profiter des résultats de leurs efforts au niveau des entreprises. Graduellement, c'est une conception nouvelle des rapports entre dirigeants et dirigés qui est en train de se dégager, timidement sans doute, mais avec une force grandissante. La fameuse phrase de Staline : « Les cadres décident de tout » est, chaque jour, un peu moins vraie, même si les cadres politiques et techniques décident encore de beaucoup de choses.

Certes, ce cheminement ne se fait pas tout seul. Khrouchtchev, qui a, souvent, montré combien il était sensible à l'opinion populaire et aux aspirations des

masses, a montré également qu'il n'entendait pas être dépassé et voulait maintenir les réformes et les critiques dans des limites acceptables pour le parti (y compris pour des secteurs réticents devant les nouveautés). Les récents avertissements lancés aux écrivains et aux peintres par Khrouchtchev et Ilytchev, les anathèmes lancés contre l'art abstrait font, sans doute, partie de ce jeu de bascule qui tend à rendre le nouveau acceptable à l'ancien. L'héritage bureaucratique du stalinisme déjà dénoncé par Lénine en 1922, ne peut être liquidé en l'espace de quelques jours dans les esprits, les cœurs et les faits. L'évolution actuelle permet cependant d'espérer, à plus ou moins brève échéance, un épanouissement des graines semées par la Révolution d'octobre et par les générations de travailleurs soviétiques qui ont fait de l'U.R.S.S. une grande puissance. En tout cas, en ce moment, rien ne permet d'affirmer qu'il y aura un retour en arrière. A l'heure du voyage de l'hérétique Tito en U.R.S.S., nous devons être plus que jamais attentifs aux progrès et aux difficultés de ce pays qui est lié au mouvement ouvrier international par tant de liens.

J.-M. Vincent.

Praesidium du parti

Leonid Brejnev.
Nicolas Chvernik.
André Kirilenko.
Alexis Kossyguine.
Frol Kozlov.
Nikita Khrouchtchev.

Otto Knusinen.
Anastase Mikoyan.
Nicolas Podgorny.
Eimiri Poliansky.
Michel Souslov.
Guennadi Voronov.

Secrétariat

Premier secrétaire : N. Khrouchtchev.
Cadres : Frol Kozlov.
Bureau pour l'industrie légère : P. Demitchev.
Commission idéologique : L. Ilytchev.
Bureau de l'Agriculture : V. Pollakov.

Organisation du parti : V. Tiltov.
Bureau pour le bâtiment et l'industrie : A. Roudakov.
Comité de contrôle du parti et du gouvernement : A. Chelépne.
Rapport avec les partis communistes et ouvriers : M. Souslov, B. Ponomarev, Y. Andropov.

Répression des grèves à la RATP

Nous nous sommes déjà fait l'écho du malaise qui règne à la R.A.T.P. du fait de l'insuffisance des salaires et des grèves qui, de ce fait, y sont engagées. Ce malaise existe d'ailleurs dans nombre de services publics. C'est ainsi, pour ne parler que de la région parisienne, que les employés de la préfecture de la Seine, de l'Assistance publique et des hôpitaux ont manifesté, à Paris, le 5 décembre.

DES REVENDICATIONS PRECISES

A la R.A.T.P., on sait qu'une grève des conducteurs du Métro avait été empêchée avant les élections, par la réquisition de cette catégorie de personnel. En ce qui concerne les ouvriers des dépôts, une action était en cours depuis plusieurs semaines qui, par des arrêts de travail, entraînait des retards dans la sortie des autobus. Notre correspondant à la R.A.T.P. nous signale que les revendications des ouvriers portent, notamment, sur l'établissement d'une grille véritable des salaires, le salaire d'embauche du manoeuvre devant être de 500 NF., l'attribution immédiate d'un acompte de 60 NF.

REPRESSION SPECTACULAIRE

Le gouvernement a décidé de procéder à une répression spectaculaire en faisant venir dans les dépôts de Michelet à Saint-Ouen et de Flandre à Pantin des mécaniciens militaires du matériel et du génie pour compenser les « défaillances » des ouvriers de la R.A.T.P. En outre, à l'heure où nous écrivons, des sanctions auraient été prises contre une vingtaine de grévistes.

A la suite de ces mesures, des débrayages de solidarité ont eu lieu dans plusieurs dépôts de la région parisienne. Les organisations C.G.T., C.F.T.C., F.O. ont protesté, demandant la levée des sanctions et le retrait des mécaniciens militaires.

Des vœux en ce sens ont été également déposés par les élus de la gauche au Conseil général de la Seine. Ainsi que nous l'avons déjà souligné, les conflits qui se produisent à la R.A.T.P. ont une importance particulière, alors que le développement des transports en commun est une nécessité.

PRIORITE AUX INVESTISSEMENTS POUR LA R.A.T.P.

Dans son intervention au Conseil général, notre camarade Claude Bourdet a fait état de l'accroissement du nombre des voyageurs dans les transports en commun, et notamment de Paris vers la banlieue (265 % d'augmentation de 1938 à 1961 sur la ligne de Sceaux). C'est pourquoi il a demandé qu'un effort d'investissements soit fait en faveur de la R.A.T.P., celle-ci devant avoir la priorité sur la circulation privée et des parcs de stationnement devant être construits aux portes de Paris. Le préfet de la Seine a accepté d'autre part la suggestion du conseiller S.F.I.O. Weill-Curiel pour la réunion d'une table ronde réunissant les responsables de la circulation, les syndicats ouvriers, etc...

LE PROBLEME DES SALAIRES

Par ailleurs, l'ensemble des syndicats de la R.A.T.P. a demandé à rencontrer M. Marc Jacquet, le nouveau ministre des Travaux publics et des Transports. Il est évidemment plus facile au pouvoir gaulliste de prendre des mesures de répression, tout en protestant de ses préoccupations sociales, que d'apporter une solution au problème des salaires dans les services publics, voire de développer suffisamment ceux-ci.

Les projets sociaux du nouveau gouvernement

Après l'attaque contre les partis, le pouvoir gaulliste s'en prendra-t-il aux syndicats ? Ce serait logique. Nous ne croyons pas cependant qu'il le fasse avec brutalité.

On agira avec beaucoup plus de subtilité : on flattera au besoin les syndicats, on leur donnera des postes dans certaines assemblées afin qu'ils cessent de contester le régime — ce qu'ils faisaient plus ou moins jusqu'ici — afin qu'ils « s'intègrent » et deviennent des interlocuteurs compréhensifs au sein d'une société néo-capitaliste. Ce type de société, on le sait, admet le « progrès social » (à condition qu'il n'enlève rien d'essen-

tiel au pouvoir des classes possédantes).

C'est dit : le nouveau (en ancien) gouvernement fera du social. Bien sûr, on reparlera « d'intéressement » — version édulcorée de l'association capital-travail — mais on ira plus loin : la notion de cogestion ne serait pas pour effrayer certains des Princes qui nous gouvernent ; on s'occupera plus activement du logement et de l'enseignement (autant que le permettra la force de frappe).

Et pour couronner le tout, de Gaulle démolirait le vieux Sénat pour le remplacer par une Cham-

bre économique et sociale qui ne serait plus seulement un organisme académique comme l'actuel Conseil économique.

Tout cela serait bel et bon — et conforme à ce que nous préconisons nous-même — s'il existait une Assemblée nationale pouvant exercer un véritable contrôle démocratique sur le gouvernement et débattre des intérêts généraux de la nation. Dans le contexte politique actuel, on peut craindre que le pouvoir ne cherche seulement à domestiquer les syndicats, après s'être efforcé de discréditer les partis.

Maurice Combes

Malgré les promesses de 1958, la crise du logement s'accroît..

En novembre 1958, l'U.N.R. briguant les suffrages des électeurs s'engageait formellement à résoudre la crise du logement et faisait d'un slogan, « Un toit pour tous », un mot d'ordre favori. Quelques se-

tons pour mémoire les fameuses sociétés conventionnées qui devaient réaliser chaque année 30.000 à 40.000 logements locatifs et qui, en quatre ans d'existence, n'ont pu livrer que quelque 6.000 appartements à un loyer

que ce secteur social est le seul capable d'apporter une solution valable au logement des familles populaires. En 1959, 82.800 logements locatifs furent terminés ; en 1960, 77.000 ; et, en 1961, 70.700 seulement. Pour les neuf premiers mois de 1962, 49.700 appartements seulement ont été achevés. Cela signifie qu'entre 1959 et 1962, le taux d'achèvement d'H.L.M. a baissé de près de 20 p. 100.

Certes, le secteur des logements économiques et familiaux destinés à la vente connaît une légère progression. Mais le secteur des appartements réalisés sans prime et sans prêt garanti par l'Etat est en régression. Ce qui fait que le montant total des logements terminés est en légère baisse, alors que dans la plupart des pays d'Europe, la construction progresse. Aussi la France, qui occupait en 1959 le 7^e rang des constructeurs européens, n'occupe-t-elle plus en 1961 que le 9^e !

Les prévisions du IV^e Plan considérant comme indispensable la réalisation de 35.000 logements, ne seront donc pas réalisées. Encore ce chiffre ne constituait-il qu'un minimum. Le retard va donc s'ajouter à celui pris depuis 1945. Ceci alors que les besoins n'ont jamais été si grands.

L'exemple allemand

Outre le million de familles qui « vivent » dans des taudis, îlots insalubres, meublés ou hôtels — et dont les besoins sont absolument prioritaires — il y a quelque 180.000 familles rapatriées d'Algérie. D'ici quatre ans environ, 700.000 jeunes auront atteint l'âge adulte et penseront à créer un foyer : où pourront-ils le faire ? Il n'est pas inutile de rappeler qu'à la fin de 1962 la République fédérale allemande aura construit après sa création près de sept millions de logements...

Les moyens financiers de relancer la construction existent. Une autre politique foncière — par la municipalisation du sol, par exemple — permettrait aux offices d'H.L.M., par exemple, de réaliser avec le même volume de crédit un tiers de logements de plus. L'extension du 1 p. 100 à toutes les entreprises permettrait de lancer quelque 20.000 logements de plus. L'accroissement du volume des prêts du Crédit Foncier est possible sans nouvelle charge budgétaire ; l'amortissement des prêts consentis depuis 1950 est commencé depuis 1955. De ce fait, plus de 50 p. 100 des crédits actuels de cet organisme sont couverts par l'amortissement des annuités. Il suffirait donc de réinvestir cet argent.

Ce sont là quelques moyens fort simples. Mais ils exigent une orientation politique nouvelle. Toute politique implique des choix : de Gaulle a choisi délibérément de tourner les talons à une véritable politique de logement social.

Louis Houdeville



Le taux d'achèvement des H.L.M. a baissé de près de 20 p. 100...

maines auparavant, de Gaulle, présentant à la presse son ministre de la Construction, déclarait : « Les projets du ministre sont ceux du gouvernement tout entier, et j'ose le dire, les miens. »

Quatre ans ont passé. La ténacité des chiffres vient de s'inscrire en faux contre les fallacieuses promesses. Ci-

mensuel moyen de 450 NF, soit le double que celui prévu initialement ! Echech d'autant plus remarquable que l'intérêt financier de l'opération est évident : le dernier bilan à la Cofimeg laisse apparaître un bénéfice supérieur à cinq millions de NF.

C'est dans le secteur H.L.M. que la situation est la plus grave, d'autant

Syndicats :

Les dirigeants sont inquiets

FACE à la situation politique actuelle — marquée par la poussée gaulliste aux élections — face aux projets que l'on prête au pouvoir, comment réagissent les syndicats ? Ils attendent, bien sûr, d'être mieux informés, mais un certain nombre de leurs dirigeants sont inquiets.

La C.G.T. se félicite de « l'union plus générale de tous les républicains » et entend contribuer au renforcement de la lutte contre le pouvoir personnel. Elle se déclare par ailleurs prête à défendre le droit de grève, voire l'indépendance du syndicalisme. A noter que *Le Peuple* ne se contente pas de ces généralités : il conseille aux militants des grandes entreprises, pour être efficaces, de s'intéresser non seulement aux revendications immédiates, mais aussi aux problèmes de gestion.

POLITIQUE DE PRESENCE

A F.O., où l'on a toujours prôné la « politique de présence », on est assez embarrassé. Le dernier Comité confédéral national s'est prononcé, malgré tout, contre « l'intégration du syndicalisme à l'Etat » — tout comme la F.E.N. et le M.S.U.D., qui ont sur ce point des positions très voisines de celles de Force Ouvrière. Quant à la minorité de cette centrale, elle partage à cet égard les préoccupations de la majorité (tout en lui reprochant son manque de dynamisme et en ayant le souci de ne pas se couper dans l'action revendicative des autres centrales, C.G.T. et C.F.T.C.). L'attitude de la C.F.T.C., favorable en principe à la Chambre économique et sociale, suscite les critiques et aussi les interrogations de nombreux militants de F.O.

En fait, la C.F.T.C. semble prudente et soucieuse de sauvegarder son indépendance. Le vice-président André Jeanson écrivait dans *Syndicalisme*, au lendemain des élections : « Et le pouvoir politique de demain peut être assuré qu'il trouvera devant lui une C.F.T.C. résolue à pousser son programme économique et social, et c'est sur ce programme que nous amènerons la majorité politique comme la minorité à se déterminer. »

Cependant, la C.F.T.C. entend renforcer sa collaboration avec le Cercle national des jeunes Agriculteurs qui, de toutes les organisations syndicales, est celle qui est la plus favorable à la nouvelle Chambre économique et sociale. Un communiqué du C.N.J.A., publié après les élections législatives, déclarait en effet : « Quel que soit l'équilibre des forces politiques, un même problème continuait à se poser : celui de la responsabilité du syndicalisme, qui ne peut se limiter à un rôle de revendication, mais doit participer à la constitution d'une véritable démocratie économique dans laquelle les « groupes représentatifs de l'ensemble du pays » prendraient part aux décisions de caractère économique et social. »

SOUCI DE MODERNISME

Cette prise de position est d'autant plus importante qu'un « Groupe de recherches ouvrier et paysan » (G.R.O.P.) vient d'être créé avec la caution des dirigeants de la C.F.T.C. et du C.N.J.A. Ce groupe entend faire des études et des recherches sur les « Institutions répondant aux exigences d'une démocratie moderne, dans l'ordre économique comme dans l'ordre économique et social, modes d'expression et de vie politiques à inventer pour un bon fonctionnement de ces institutions » et, surtout, rôle, moralités et limites du syndicalisme ouvrier et paysan dans cette rénovation de la démocratie ».

Ce souci de « modernisme » — a priori louable — conduira-t-il les deux centrales (et peut-être les autres) à une contestation du régime actuel ou à une collaboration de fait avec le pouvoir gaulliste ? Tel est le problème.

M. C.

SARCELLES : L'U.N.R. EN DIFFICULTE AUX ELECTIONS MUNICIPALES

UNE élection municipale portant sur six sièges a eu lieu dimanche 9 décembre à Sarcelles (Seine-et-Oise). L'occasion de ce scrutin autant que certains aspects des résultats méritent d'être soulignés.

Le maire, M. Colle, appartenait à l'U.N.R. Il avait dû donner sa démission, ainsi qu'un adjoint et un conseiller, après que la municipalité eut accordé sa garantie et une avance de six millions de NF à une société de construction... qui n'avait pas obtenu le permis de construire. Comme on le voit, M. Le Tac fait école à l'U.N.R. : les rapports entre les sociétés de construction et le parti gaulliste sont excellents.

Or le scrutin de dimanche dernier vient de mettre l'U.N.R. en difficulté. En voici les résultats :

Liste communiste...	2.413 voix
Liste U.N.R.	1.102 —
Liste indépendants ..	686 —
Liste « Centre g. » ..	585 —
Liste P.S.U.	522 (8,62 %)
Liste S.F.I.O. et Parti libéral européen.	448

Il y a ballottage, dans des conditions telles que la gauche peut l'emporter.

On notera que la liste du P.S.U. devance la liste S.F.I.O. Encore faut-il préciser que le « Parti libéral européen », auquel celle-ci s'était alliée, n'est autre que le parti de M. Jean-Paul David. Séquelle, sans doute, de l'alliance conclue, à la veille des élections législatives, entre la fédération départementale S.F.I.O. et M. Jean-Paul David. Et, dans l'un et l'autre cas, même succès auprès des électeurs.

Notons encore que la section du P.S.U. de Sarcelles avait proposé aux sections locales du P.C. et de la S.F.I.O. de faire, dès le premier tour, une liste d'union. C'est parce que cette initiative n'avait pas été suivie que le P.S.U. a présenté sa liste.

Pour le second tour, la S.F.I.O. a encore refusé une liste commune. Dans ces conditions, a été établie une liste comprenant 4 membres du P.C. et 2 du P.S.U.

Relations internationales LE PARTI SOCIALISTE PACIFISTE DES PAYS-BAS ET LE P.S.U.

LES relations viennent de s'établir entre le P.S.U. et le Parti Socialiste Pacifiste de Hollande. Celui-ci, bien que constitué depuis peu de temps, compte un certain nombre d'élus au Parlement des Pays-Bas.

A l'occasion de l'invitation qu'Edouard Depreux lui avait adressée pour qu'il envoie un délégué à notre prochain Congrès national, la direction du P.S.U. nous a adressé une bonne documentation sur son activité et un numéro de son journal (bimensuel, mais bientôt hebdomadaire), qui rend compte notamment des travaux de son dernier Congrès.

Le P.S.P. s'est constitué surtout pour réagir contre l'engagement du « Parti du Travail » dans la politique des blocs militaires. Ainsi a-t-il donné jusqu'ici, dans son activité et son programme, une place particulièrement importante aux problèmes de politique internationale. C'est ainsi qu'au dernier congrès, les derniers événements de Cuba ont longuement retenu l'attention. A cette occasion, en effet, le P.S.P. a bien montré les dangers de la politique d'équilibre de puissance militaire, en soulignant que celle-ci entraîne inévitablement chacune des deux grandes puissances à tout faire pour prendre l'avantage sur l'autre. Il n'y a donc d'autre issue que la recherche d'un accord sur le désarmement.

Mais le P.S.P. n'est pas simplement un parti pacifiste : il a un programme économique de planification et de nationalisation.

Les relations établies entre nos deux partis, qui comportent dès maintenant un échange de publications et de documents, seront sans nul doute consolidées à l'occasion de notre prochain congrès.

Tribune Socialiste
numéro spécial
hors abonnement
Où en est l'O.A.S.
le numéro à 16 pages,
1 NF
0,75 NF par quantité
(10 exemplaires minimum)
paiement à la commande
C.C.P. 5826-65 Paris.

Courrier du P.S.U. n° 24
Textes préparatoires
au Congrès du P.S.U.
des 25, 26 et 27 janvier
Le numéro : 1,50 NF.
paiement à la commande.
C.C.P. Tribune Socialiste
5826-65 Paris

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au
Parti Socialiste Unifié et de-
mande à être mis en contact
avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège
du P. S. U., 8, rue Henner,
Paris (9^e).

UN OUTIL DE TRAVAIL INDISPENSABLE

- Pour prendre la mesure des problèmes locaux et régionaux ;
- Pour mener à bonne fin des études d'aménagement communal.

« Correspondance municipale » vous propose son n° spécial :

METHODE D'ENQUETE POUR LA CONNAISSANCE D'UNE VILLE OU D'UNE REGION

Une plaquette très complète pour analyser les réalités locales, sa vie sociale et politique ; les structures socio-démographiques d'une commune, l'évolution de ses activités économiques, la situation et les besoins dans le domaine du logement et des équipements scolaires, sanitaires, sociaux, administratifs, culturels et sportifs.

Prix : 2,50 NF

P. FRESSON

21, rue de la Montagne-Pavée,
SAVIGNY-sur-ORGE (S.-et-O.)
C.C.P. 10234-71 Paris

CHAQUE SEMAINE :

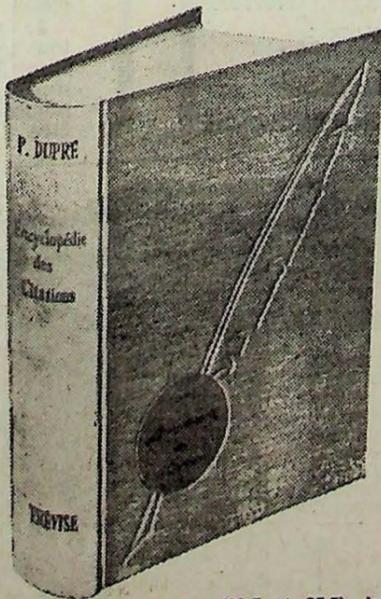
LISEZ ET FAITES LIRE

TRIBUNE Socialiste

« Ses échos, ses rubriques politique, sociale, économique, étrangère, ses études, ses documents, ses critiques littéraire, théâtrale, cinématographique »,

TRIBUNE, le journal qui monte.

Paraît le vendredi. — En vente dans tous les kiosques



Bel ouvrage in-4° écu (19,5 X 25,5) de 720 p. tiré sur vélin blanc spécial, relié pl. toile avec fers spéciaux. Trois index, très complets :
• Index des noms cités ;
• Index des idées ;
• Index des mots clefs, rendent toute recherche aisée.
UN VOLUME : NF 49,50

L'INSTRUMENT DE TRAVAIL QUI VOUS MANQUAIT JUSQU'ICI

UN LIVRE UNIQUE QUI REMPLACE TOUTE UNE BIBLIOTHEQUE

ENCYCLOPÉDIE DES CITATIONS

de P. DUPRE

CONTIENT PRES DE 10.000 CITATIONS

d'expression française de Clovis à Françoise Sagan • des plus grands écrivains étrangers de 23 langues différentes • des grands classiques des littératures grecque et latine • des hommes politiques • des textes sacrés : Ancien et Nouveau Testament, Coran, Talmud et textes indiens • des mots historiques • des proverbes et locutions proverbiales.

L'HISTOIRE, LA PHILOSOPHIE, L'ART LITTÉRAIRE DE TOUS LES PAYS ET DE TOUS LES TEMPS.

BON DE COMMANDE

Je soussigné déclare acheter exemplaire de l'« ENCYCLOPÉDIE DES CITATIONS », de P. Dupré au prix de NF 49,50 (franco de port et d'emballage), que je règle par chèque ou mandat inclus, ou par virement au C.C.P. 14.505.90 Paris (ci-joint les 3 volets) à l'ordre d'O.M. Diffusion.

NOM : PRENOMS :
PROFESSION : DOMICILE :
VILLE : DEPARTEMENT :
PAYS : DATE :

SIGNATURE

Ce bon de commande doit être adressé, accompagné du règlement, à O.M. Diffusion (Service TRIBUNE 100, avenue Raymond Poincaré, Paris 16^e).

Vous avez des amis, faites-leur lire TRIBUNE et participez à la campagne de diffusion

LA grande campagne de diffusion de TRIBUNE démarrée la semaine dernière commence à donner des résultats positifs, mais ils sont encore loin de ceux que nous espérons.

Nous devons profiter au maximum de l'intérêt suscité par le P.S.U. pendant la campagne électorale. A tous ces électeurs qui approuvent notre ligne politique mais qui ne connaissent pas encore notre journal, nous devons proposer des informations permanentes sur notre action et nos positions, grâce à Tribune Socialiste.

Une preuve

Il nous paraît intéressant de donner à titre d'exemple une lettre de lecteur assez significative :

Il n'est pas inutile que je vous dise, tout de suite, que dans le bureau de vote où vont s'exprimer les électeurs, plus spécialement, touchés par la propagande du P.S.U. et notamment par Tribune Socialiste, les candidats de notre Parti ont obtenu 8,05 p. 100 alors que pour l'ensemble de la circonscription ils obtenaient 5,17 p. 100.

Partout en France, des grandes cités viennent d'être construites. Il y a là un effort énorme de prospection à faire. Nous comptons sur vous pour faire connaître TRIBUNE.

Pour ce faire, nous avons pris une base : chaque lecteur doit essayer de trouver, soit trois nouveaux abonnés (remplir le bon

d'abonnement ci-joint), soit cinq lecteurs au numéro.

Pour vous aider dans cette tâche, nous vous proposons deux formules :

1° Les envois d'essai : nous envoyons 4 numéros de Tribune Socialiste, suivis d'une demande d'abonnement ;

2° Les envois propagande : qui vous permettront de faire connaître le journal dans votre entourage, (Voir les bulletins ci-contre.)

La vente dans les kiosques

Un certain nombre de nos lecteurs se plaignent de ne pas trouver TRIBUNE à leur kiosque ou chez leur marchand de journaux habituels. Nous avons l'intention de nous pencher sur ce problème. Nous demandons cependant à ceux qui sont touchés par cette vente au numéro de nous signaler l'endroit où ils aimeraient acheter TRIBUNE, chaque jeudi. Nous ferons établir un service, ce qui leur évitera de longues recherches.



ABONNEMENTS

M
demeurant
envoie la somme de NF
à votre CCP 5826-65 Paris pour l'abonnement de :

1° M
demeurant
(abonnement de (1)

2° M
demeurant
(abonnement de (1)

3° M
demeurant
(abonnement de (1)

1) Soutien 30 NF — 1 an 19 NF — 6 mois 10 NF — 3 mois 5 NF.

ENVOIS D'ESSAI GRATUIT

Désirant participer à votre grande campagne de propagande, je vous fais parvenir une liste de noms et d'adresses de personnes à qui vous pourriez faire des envois d'essai gratuits de « Tribune Socialiste ».

(Ecrire très lisiblement les noms et adresses.)

1° M (prénom)
Adresse
2° M (prénom)
Adresse
3° M (prénom)
Adresse
4° M (prénom)
Adresse
5° M (prénom)
Adresse

Voici mon nom et mon adresse (facultatif) :

M (prénom)
Adresse

ENVOI GRATUIT DE PROPAGANDE

Je désire faire connaître « Tribune Socialiste » autour de moi et vous demande en conséquence de me faire parvenir à l'adresse ci-dessous exemplaires (1) de votre hebdomadaire pendant quatre semaine.

Dans toute la mesure du possible, je vous ferai connaître les résultats que j'aurai obtenus.

M (prénom)
Adresse (très complète et très lisible)

Signature :

(1) Maximum cinq exemplaires

Un trait d'union

de C. Guyard.
45, avenue de Seine,
Rueil-Malmaison
(S.-et-O.)

« Je me désolidarise complètement de ceux qui ne cessent d'adresser des reproches à T.S. Tel qu'il est déjà, c'est un trait d'union précieux, une source de documentation qui a sa valeur et surtout un outil de propagande irremplaçable. Il faut donc tout faire pour en améliorer la qualité, au lieu de se livrer à des plaisanteries faciles sur les imperfections inévitables du début. »

Point sensible

Section Etudiante
de Grenoble,
6, place Saint-Bruno
« La section souhaite vivement la disparition des « points sensibles » de la page 2. »

Expliquez-nous pourquoi vous désirez la disparition de cette rubrique qui, de l'aveu général, est une réussite. Nous vous rappelons que c'est une rubrique réservée à la publication des événements qui « touchent » l'un quelconque d'entre nous, à Grenoble, à Nice ou à Paris. N'importe lequel de nos camarades nous envoie des témoignages, nous rapporte des faits qu'il désire publier.

Attention !

de Guy Ballarin,
à Ste-Foy-la-Grande
(Gironde)
« Ces élections sont un échec pour notre parti. Il ne faut pas trahir nos idées, plutôt que de céder, de capituler, comme l'ont fait certains partis en 58, c'est ce que nous avons dit au candidat S.F.I.O. chez nous. »

Tu as peut-être une légère tendance à considérer que les dernières élections — pour les évoquer — ont été un échec pour notre parti. Peut-être, mais nous devons en tirer des leçons.

Lettre de Londres

de George Burden,
11, Grove Park,
London S.E. 5

J'ai été heureux de lire dans le numéro du 24 novembre de « Tribune Socialiste » l'entre-filet relatif à la « French Socialist Review » et votre appréciation à son sujet.

Je serais heureux que tous les lecteurs de « Tribune Socialiste » qui auraient des amis britanniques qui pourraient être intéressés par des

nouvelles en anglais relatives au P.S.U. — en particulier dans les milieux parlementaires — de m'envoyer leurs noms et adresses et de signaler à ces amis l'intérêt présenté par la « French Socialist Review ».

Adressez-nous le courrier à Tribune. Nous transmettrons.

Encore des roses

de Christian Bodinier,
82, quai de Jemmapes,
Paris (10°)

« Je souhaite une diffusion et un tirage sans cesse plus importants de « Tribune Socialiste », dont j'admire la disposition méthodique des articles et la clarté de la rédaction. Je me réjouis d'avoir constaté dans les derniers numéros une analyse de la situation politique et syndicale pleine de lucidité et de vérité. La lecture de « Tribune » ne peut qu'apporter des encouragements et de l'enthousiasme à ceux qui le lisent régulièrement, de la persuasion, et parfois même de la sympathie pour ceux qui le lisent la première fois. »

Certains lecteurs nous reprochent de ne publier que les compliments qui nous sont adressés. Nous sommes au regret d'être obligés d'en publier l'essentiel de notre courrier.

Des griefs

M. Allain,
1, rue de Metz,
à Relecq Kerhuon
(Finistère)

« Je viens de lire votre papier sur la coopération technique... Je dois vous prévenir que vous êtes dans les nuages. Vous voyez le socialisme partout, vous ignorez l'état mental de ces peuples qui ne sont pas encore à l'âge de la pierre. Pour un Africain noir, le travail est une infamie... », etc.

Il serait bon de lire et non de parcourir Tribune Socialiste. Les griefs que vous me faites ne sont, pour la plupart, pas fondés. En effet, j'ai insisté sur la nécessité de préalables à toute coopération, entre autres sur la réhabilitation du travail et la fin du népotisme et de la corruption. Quant au socialisme, j'ai indiqué que c'était non l'état actuel mais le but à atteindre.

Mais, d'autre part, je ne saurais souscrire à certaines autres de vos remarques.

pour **25 NF** seulement au lieu de **60 NF** (prix à la mise en vente)

Tribune Socialiste

vous offre ce magnifique volume relié

Voici enfin, des origines à Khrouchtchev, l'histoire trop mal connue du peuple qui, sorti bien après les autres du Moyen Age, domine aujourd'hui la moitié de la race humaine.

Cette histoire, d'une objectivité absolue, qui raconte en 306 pages de grand format (24x31) cette passionnante ascension, la rend sensible au lecteur par une illustra-

tion d'une richesse unique : 300 documents en noir et 36 en couleurs ! Mais seuls pourront en profiter de cette offre — car il ne reste que quelques exemplaires — les lecteurs qui enverront aujourd'hui même le bon de commande ci-contre à notre service littéraire, la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris-7^e (avec faculté de retour dans les 48 heures).

BON à adresser à la Librairie PILOTE (Service T.S.)

30, rue de Grenelle, Paris-7^e

Veillez m'adresser l'HISTOIRE ILLUSTRÉE DE LA RUSSIE par J. Carmichael pour le prix de 25 NF au lieu de 60 NF que je règle ci-inclus en un mandat chèque chèque postal joint à ce bon (ne pas l'envoyer au Centre C.C.P.) à votre compte 13.905 31.

Je garde le droit de vous retourner l'ouvrage dans son emballage d'origine dans les 48 heures, auquel cas je serai immédiatement et intégralement remboursé.

Nom Profession

Adresse

Signature :

HISTOIRE
illustrée
DE LA RUSSIE



« Jeunesse-Action »

Le numéro 5 de « Jeunesse-Action » vient de paraître. Il comporte une intéressante étude de Louis Dumas : « Les Auberges de Jeunesse et l'Etat », dans lequel l'accent est mis sur les tentatives du gouvernement d'atteindre, par le biais des associations de cogestion, le principe d'indépendance des mouvements. Une « Lettre anglaise », d'Alain Guillerm, pose la question : « Une scission menace-t-elle le Labour Party ? » Un peu sommaire : l'auteur semble suivre une orientation nouvelle, la démocratie directe des « shop-steward », sans voir que les nouveaux slogans (l'amélioration des conditions de travail, transports, etc.), pas plus que les « anciens » (à ses yeux, semble-t-il, périmés), l'amélioration du niveau de vie, ne conduisent, comme le dit Guillerm, « à faire la révolution ». Yvan Craipeau évoque l'« Octobre rouge : 1917 », Jean Céline le congrès des étudiants socialistes allemands. Constitué en mouvement autonome, le S.D.S. affirme à cette occasion sa solidarité avec la classe ouvrière. L'éditorial d'Alain Gineste, visiblement écrit après les résultats du dernier référendum mais avant ceux des élections, apprécie contradictoirement les résultats de la première consultation presque comme une victoire, alors que tout le numéro de « Jeunesse-Action », tendant à démontrer le peu de poids à accorder aux voies classiques de la démocratie bourgeoise (cf. l'article de Guillerm), donc même dans le cas d'une « victoire » aux urnes. L'appel pour un Front commun lancé par les J.S.U. aux organisations de jeunesse de la région parisienne pose sur le plan où elle doit être posée la nature des luttes à entreprendre.

(Jeunesse-Action, 17, rue de Chaligny, Paris-12^e. Prix au numéro : 0,60 NF. C.C.P. Jean Garabau, Paris 19-528-16.)

Plus que jamais, se loger

Le parti a, plus que jamais, besoin de se loger. Notre souscription pour la Société Civile Immobilière est toujours ouverte. Il est évident que pendant la période électorale, nos camarades et sympathisants ayant d'autres préoccupations, cette souscription ne nous a pas encore procuré les ressources qui nous sont absolument indispensables.

Nous demandons aux uns et aux autres de renouveler leur effort.

Nous rappelons que les fonds doivent être adressés — chaque part étant de 50 NF — à : M. Jacques BUENO, 3, allée Tristan - Bernard, à Pantin (Seine). (C.C.P. 1752-01, à Paris.)

Merci à tous.

Edouard Depreux.

Echos des élections à Brive

Le P.S.U. a été présent dans la circonscription de Brive où il a conclu une alliance avec J. Labrunie, ancien radical U.F.D. en 1958, conseiller général, aujourd'hui sympathisant P.S.U. L'étiquette U.F.D. a été celle de Labrunie et de son suppléant Dencker, secrétaire fédéral P.S.U. Après une campagne dynamique dans la circonscription et une grande réunion publique à Brive, nous avons obtenu 16,4 p. 100 des suffrages. Au deuxième tour, notre désistement pour le P.C. a été très largement suivi par nos 6.700 électeurs et par 2.000 autres.

Le P.S.U. sort grandi de cette campagne, et de nombreuses sympathies se sont manifestées. C'est la raison pour laquelle nous allons maintenant intensifier notre propagande pour étoffer l'implantation de notre parti.

Un incident s'est produit entre le premier et le deuxième tour de scrutin. Nos concurrents, au premier tour, étalent, en effet, un communiste, un radical, un indépendant et un U.N.R. Le radical, M. Coubatère, maire de Brive, qui avait pris position pour le « non » au dernier référendum, a refusé son désistement et a préféré se retirer purement et simplement de la compétition, favorisant ainsi l'élection du candidat U.N.R.

En effet, Courbatère a rencontré

plusieurs fois l'U.N.R., et nous a déclaré pouvoir envisager une alliance avec des gaullistes. La responsabilité du maire de Brive est très grande dans cette affaire ; aussi Gérard Dencker a-t-il adressé à Roger Courbatère une lettre ouverte publiée dans la presse et dénonçant cette attitude. De nombreuses manifestations de sympathie font suite à cette initiative et, devant le désordre et l'indécision qui règnent parmi les éléments radicaux et leurs amis S.F.I.O., nous pouvons espérer qu'un parti jeune, honnête comme le nôtre en verra son audience sérieusement accrue.

Trois mimes et une guitare

Le camarade André Redon se joint à ses deux compagnons Pinok et Matho, ainsi qu'au guitariste José-Maria Sierra, pour remercier les nombreux camarades qui ont tenu à venir le féliciter à la fin de chacune de ses deux séances de mime, les 22 novembre et 6 décembre, au Palais de Chaillot.

Etes-vous instruits ?

Une enquête sur le niveau d'instruction des lecteurs des quotidiens a donné les résultats suivants : 75 % des lecteurs du *Parisien libéré* ont reçu une instruction primaire, 1 % a un niveau supérieur. 39 % des lecteurs du *Monde* ont un niveau d'instruction supérieur, 9 % un niveau primaire. 5 % des lecteurs de *France-Soir* ont un niveau supérieur, 62 % un niveau primaire. 24 % des lecteurs du *Figaro* ont un niveau supérieur, 25 % un niveau primaire.

Quel est, à votre avis, le degré d'instruction de nos lecteurs ? Pouvez-vous nous indiquer les pourcentages respectifs, pour votre fédération, des lecteurs qui ont reçu une instruction primaire, et de ceux qui ont reçu une instruction supérieure ?

Les indications que vous nous donnerez nous aiguilleront vers la formule de journal que nous recherchons pour T. S., compte tenu de ce que T. S. est un hebdomadaire. Mieux que les indications isolées fournies par notre « Courrier des Lecteurs ». A vous lire.

Réunion publique à Charenton

Le 14 décembre, à 20 h. 45, réunion publique sous la présidence de Raoul Bleuse, député de la circonscription, salle communale, rue de la République, à Charenton, près du métro « Charenton-Ecole ».

Orateurs : Edouard Depreux et Gilles Martinet.

Les habitants des communes voisines sont cordialement invités.

Vendredi, Jean Poperen chez les étudiants en droit

La section Droit du Parti Socialiste Unifié vous invite à une discussion avec Jean POPEREN du Bureau national du P.S.U. sur les perspectives ouvertes par les élections législatives qui se tiendra le Vendredi 14 décembre, à 20 h 30 54, boulevard Garibaldi, à Paris (15^e) Métro Ségur ou Cambonne, à dix minutes de l'Odéon.

La page étudiante : La Sorbonne

Dans le prochain numéro, la page étudiante sera consacrée à la Sorbonne.

Ce sera le début d'une grande enquête sur les principales associations générales.

Prévoyez une diffusion de masse.

Les Mureaux : Conférence-Débat

Les Mureaux (S.-et-O.). — « Loisirs et Culture populaire », association culturelle de Meulan-Les Mureaux et la région, organise, le vendredi 14 décembre, à 21 h., au Centre social de la Vigne-Blanche, une conférence-débat avec projections : « La Sécurité sociale, c'est notre affaire », son organisation, son fonctionnement, sa gestion, son action, notre place, notre rôle de travailleurs... (Entrée gratuite.)

Pour l'amnistie des détenus politiques portugais

DIMANCHE prochain 16 décembre doit se tenir à Paris une conférence pour l'amnistie aux détenus politiques portugais.

Pour faire face aux mécontentements croissants et à une opposition de plus en plus grande, le régime Salazar a accentué la répression. Des postes de contrôle ont été multipliés à travers le pays et particulièrement dans les quartiers ouvriers. Il est allé jusqu'à prendre des mesures pour entraver les relations entre étudiants des diverses facultés de Lisbonne.

La conférence doit envisager les moyens pratiques de venir en aide aux victimes de la répression et de soutenir l'action de l'opposition à Salazar.

NOEL 1962 SOLIDARITE AVEC LA JEUNESSE ALGERIENNE

— pour l'achat du matériel scolaire indispensable aux écoles algériennes ;
— pour lutter contre la pénurie alimentaire ;
Souscrivez !
Campagne de la Commission de solidarité du P.S.U., Louis Houdeville. C.C.P. Paris 15-536-77.

Nécrologie

La section d'Erment-Eaubonne en deuil

LA section d'Erment-Eaubonne vient de perdre l'un de ses meilleurs militants, notre camarade René Duminy, 52 ans, ingénieur.

Responsable de la section du Gros-Noyer-Saint-Prix, ses qualités de cœur et l'ardeur de ses convictions lui avaient donné l'estime et l'affection de tous les militants. Délégué cantonal des écoles publiques, il fut l'avocat sans relâche de l'amélioration de nos écoles.

Notre camarade, après une longue et douloureuse maladie, est décédé le 7 décembre à l'Hôpital Broussais, à Paris. Ses obsèques ont eu lieu mardi 11 décembre et sa dépouille mortelle repose à St-Valéry-sur-Somme.

Le Parti et la Fédération de Seine-et-Oise assurent les parents de René Duminy et la section d'Erment-Eaubonne de leur entière sympathie dans le deuil qui les frappe.

La section du P.S.U. de Pantin vient d'éprouver une perte cruelle.

Notre camarade Georges Marie, premier maire adjoint de la commune, fidèle militant socialiste, vient de mourir.

A nos camarades de Pantin et à la famille de Georges Marie, « Tribune Socialiste » adresse ses vives condoléances Mezeix.

Nous apprenons avec peine la mort de Mme Etienne Mezeix, mère de nos camarades Jacqueline Mezeix, secrétaire de la section de Clermont-Saint-Jacques, Jean Mezeix et Pauline Mezeix.

Dans ces douloureuses circonstances, qu'ils trouvent l'assurance de la sympathie attristée de toute la Fédération.

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Présente :

EN PREMIERE EXCLUSIVITE

CIEL PUR

de ERICORI TCHOUKHRAI

Grand Prix du Festival de Moscou 61

PANTHEON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 12 au 18 Décembre

VIVRE SA VIE

Interdit aux moins de 18 ans

MAISON DE LA BRETAGNE Exposition G. GARDEY

Des marines calmes ou mouvementées et le monde au travail.

Jusqu'au 30 décembre, sauf le dimanche, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h, 3, rue du Départ.

PETITES ANNONCES

Tribune Socialiste, 71, rue des Sts-Pères.

Tarif forfaitaire : 20 NF plus taxes.

REGLEMENT COMBTANT. AUCUNE ANNONCE N'EST ACCEPTEE PAR TELEPHONE.

Dame 64 ans irait s'occuper enfants à domicile, éventuellement petits travaux ménagers pour Paris ou la banlieue nord.

Ecrire à : Tribune Socialiste, 54, bd Garibaldi, qui transmettra.

● Camarade cherche 2 pièces. Tous quartiers, même avec fort loyer ou reprise. Ecrire à « Tribune Socialiste » N° 1501.

● Etudiants cherchent leçons de 6^e mathématique élém. ou philo. Toutes matières. (Tarif U.N.E.F.). Ecrire à « Tribune Socialiste », N° 1502.

● Cherche secrétaire, 3 jours par semaine. Ecrire à « Tribune Socialiste », N° 1503.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20

● Rédaction : 8, rue Jenner Paris (IX^e) Tél. : PIG 66-21

● Publicité : Geneviève Mesgulche 71, rue des Saints-Pères Paris (6^e)

Abonnement : C.C.P. Paris 5326-65

3 mois	5 NF
6 mois	10 NF
1 an	19 NF
Soutien	30 NF

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

« Biedermann et les incendiaires »

de Max FRISCH

D mystérieux personnages incendient la ville et alors que précisément Monsieur Biedermann dénonce leur impudence, l'impunité dont ils bénéficient, voilà qu'on sonne à la porte de son appartement cosu de bourgeois satisfait. C'est Goulot : un orphelin de deux mètres environ, 150 kilos, lutteur de profession « qui a lutté toute sa vie », en chômage présentement, et qui vient réclamer un toit, un foyer, un peu d'humanité. Biedermann se trouve contraint d'accepter son intempêtif « invité ». Et naturellement Goulot est un incendiaire. Jusqu'à la fin, le jeu d'artifice apothéose, Biedermann qui peut aditionner les indices, se refuse à la réalité des faits. Il n'a aucune raison objective, croit-il, de se voir visé par les justiciers de la flamme. Les autres, oui, pas lui, être bon et « humain », pour lequel toutes les classes la supérieure et l'inférieure sont égales (même la moyenne) Goulot pourtant et son acolyte Durassier craqueront l'allumette.

Mourir pour vivre

Que voulait dire Max Frisch avec « Biedermann et les incendiaires » ? Sur le mode burlesque le thème essentiel est celui de l'aveuglement, « du refus de muer » dit le programme. La bourgeoisie refuse de muer. Biedermann ne veut pas changer. En qui, en quoi, pour qui, pour quoi ? Motus. Et ces messages apocalyptiques de la flamme, du changement que veulent-ils ? Qui sont-ils ? On ne sait. La farce tourne court.

La mise en scène de J.-M. Serreau est demeurée fidèle à ce qu'elle était voici deux ans. Il semble que le rythme général soit trop lent et l'on finit même par s'ennuyer, bien que Serreau ait multiplié les à-côtés (projections à la lanterne magique, etc.). Biedermann-Serreau domine la distribution où l'on remarquera également Goulot - Fernand Berset, Durassier-Michel Bouquet.

Du complément de programme excellentement mimé par Gilles Ségat, « Tilt », fiction pseudo-scientifique, rien à dire, sinon qu'il est bien mince (1).

★★★

« Sortie de l'acteur » de Michel Ghelderode

L'agonie de Renatus sur la scène du Théâtre du Tertre, telle qu'elle est décrite par Michel Ghelderode avec « Sortie de l'acteur », comblera les pirandelliens. Le thème du comédien dédoublé, de l'auteur contestant sa pièce, frôle celui des « Six Personnages en quête d'auteur ». Là s'arrête toutefois l'analogie. Il existe une manière propre à Ghelderode de développer une situation, un ton qu'on croirait moyenâgeux d'animer des personnages.

Immuable bourgeoisie

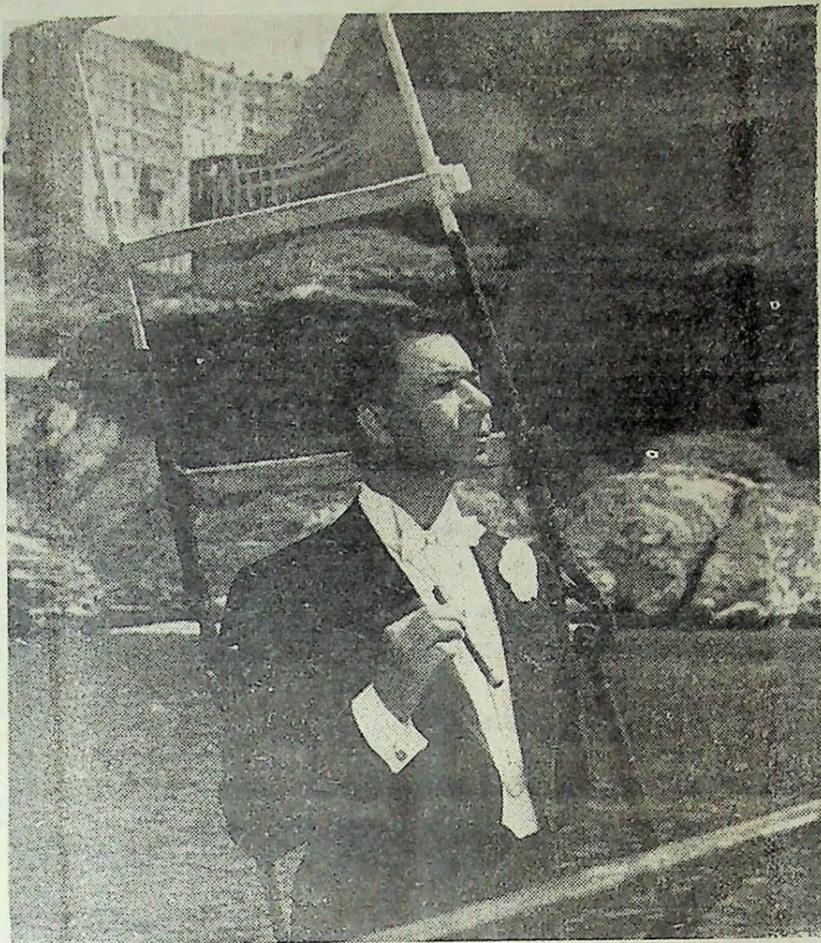
Renatus, pour ne pas jouer le rôle d'un héros décapité sur scène préfère mourir, ou feint seulement, on ne sait trop un temps. L'auteur argumente. Puis excité par le rôle de sainte qu'il veut faire tenir à une comédienne, lui fait l'amour dans la pièce attenante à celle où Renatus « sort » de la vie.

La violence du propos, sa truculence, sa force scandaliseront les vertueux : ceux qui sont capables de ne pas se choquer aussi facilement ou qui voient au contraire dans Ghelderode une certaine santé, liront sa poésie. La distribution est déséquilibrée : seul Pierre Debauche trouve le registre de son rôle. Ellen Bernsen a mis en scène sagement. Spectacle à voir (2).

E. C.

(1) Théâtre Récamier.
(2) Théâtre du Tertre.

de Georges Lautner



Paul Meurisse dans « L'Œil du Monocle ».

AVEC Le monocle noir, Georges Lautner avait bien involontairement cerné l'actualité dans un film comique, endiablé, pasticheur et irrespectueux, où des badernes d'extrême-droite abritaient dans leurs châteaux bretons des anciens nazis, le tout agrémenté de ces querelles compliquées des agents des services secrets de différents pays.

Dans l'Œil du Monocle, le lien avec l'actualité est plus mince, mais notre plaisir reste égal. C'est un trésor caché par les nazis pendant la guerre, qui est cette fois l'enjeu du carrousel — et agents secrets anglais, russes et allemands y disputent au commandant Dromard, du S.R. français, lingots d'or et secrets diplomatiques. Paul Meurisse y incarne un remarquable commandant Dromard, distrait, sautillant, tenant son pistolet vertical devant son nez comme un personnage de dessin animé. Les belles espionnes sont séduisantes comme il convient, et si l'on regrette l'absence du C.I.A., on passe quand même un excellent moment. À signaler également le commentaire musical de Yatove, qui sait faire intervenir au bon moment Cavalleria Rusticana et quelques autres thèmes musicaux employés avec humour.

COMBATTRE POUR NOS DROITS

VICI quelques temps le Ciné-Club Action présentait à son public Zafra, film argentin de Lucas Demare, intéressant témoignage sur la condition paysanne des Indiens des hauts-plateaux de l'Amérique Latine. Restant dans la ligne militante qu'il s'est fixé, ce ciné-club a montré, le 4 décembre, Combattre pour nos droits de Frans Buyens.

Buyens est un cinéaste anversois, qui a suivi, comme militant, les grandes grèves qui paralysèrent la Belgique pendant un mois, fin 1960-début 1961. Avec l'appui du syndicat des Services publics, qui eut dans la lutte un rôle d'avant-garde, il réalisa ce film à partir des bandes d'actualités qu'il alla chercher dans différentes firmes, et de passages qu'il tourna exprès pour le film. Il eût été naturellement préférable qu'il eût même suivi la grève, camera et magnétophone en main.

Un outil, une arme

À partir du matériel réuni, un montage sévère permit la parution d'un film militant en seize millimètres, sonore, d'une durée d'environ une heure vingt. Des copies furent tirées et diffusées par les syndicats belges ; chaque projection, dans le cadre du syndicat, étant naturellement accompagnée de discussions. Voici un bel exemple de cinéma diffusé en circuit parallèle : ici ce film a toujours été considéré comme un outil, une arme.

La leçon à tirer pour toute expérience de cinéma parallèle est que, d'une part, l'appui des syndicats a décuplé les possibilités de diffusion. Notons au passage que cet appui vint plutôt de quelques syndicats que de la F.G.T.B. elle-même. D'autre part, la spontanéité de la grève a pris le cinéaste-témoin de court : en ce cas, un groupe déjà organisé, sachant où trouver rapidement du matériel, aurait pu être plus efficace. Buyens, au départ, fut seul ; il ne trouva les appuis qu'après la grève, ce qui est mieux que rien, certes.

Un commentaire plus précis

Cela ne signifie pas, d'ailleurs, que le film soit parfait : j'aurais, pour ma part, aimé que le commentaire soit plus précis, moins général. Dans un défilé, un affrontement avec l'armée, c'est bien sûr la classe ouvrière qui lutte, mais le dire à chaque fois dans le commentaire lasse le spectateur ; il aurait fallu dire plus de précisions locales : il en est certes quelques-unes, relativement insuffisantes. Nul doute que si Buyens lui-même avait pu tourner des reportages sur le vif, au lieu de chercher après coup sa documentation dans les bandes d'actualité, le film eût été plus précis.

Film militant, reportage sur une grande lutte ouvrière, Combattre pour nos droits est également une preuve de la vitalité — et du caractère international — du cinéma parallèle.

Marcel Ranchal.

Livres

UNE SOCIÉTÉ ANONYME

LE drame est que ce livre risque de surprendre, encore, aujourd'hui, un public de « gens de gauche ». L'histoire qu'y raconte Christiane Peyre est pourtant assez banale : c'est la sienne ; fille d'ouvrière, elle arrive à faire des études, passe une licence de philo, s'aperçoit que lorsqu'on est pauvre, une simple licence n'avance guère, et entre en usine comme ouvrière.

Ce n'est pas une « expérience », ce fut vraiment, pour elle, une solution pour vivre. Mais bientôt, après avoir expérimenté les conditions de travail, la lutte des classes, le syndicalisme... elle revient dans la vie « bourgeoise », étudiante.

La description sans grandiloquence de la vie quotidienne d'une ouvrière risque de bouleverser des âmes sensibles. D'autant que la narratrice, véritable enfant de chœur, ne nous épargne aucun rêve bleu, aucune désillusion — ne

la voit-on pas aller discuter avec un patron, pensant qu'étant tous deux chrétiens, on devrait pouvoir se comprendre ! D'autres souligneront : oui, mais il y a quelques années de ça ; aujourd'hui, les choses ont changé, etc. Eh bien non, elles n'ont pas changé, pas tellement. Et si vous, camarades, qui lisez ce livre, vous y « découvrez » des choses que vous ignoriez, alors, demandez-vous un peu si vous militez correctement. Mais je sais, on peut continuer à l'ignorer longtemps, cet univers-là. Même à gauche.

P. L. Thirard

LE TÊMÉRAIRE

DANIEL BOULANGER, mais si vous l'avez vu dans des films français : c'est ce gros chauve qui campait un pittoresque truand dans Ne tirez pas sur le pianiste. C'est aussi l'un des bons dialoguistes de la « nouvelle vague ». Et c'est un romancier intéressant.

Le Téméraire raconte l'histoire d'une substitution de personnalité : un déserteur américain prend les papiers d'un cadavre alsacien et le remplace, mais n'arrive pas, finalement, à soutenir l'imposture. Ce qui fait le charme de ce roman est le style de Boulanger, un style qui rappelle Audiberti, fait de préciosités et d'ellipses, d'agaçantes complications et de jolies trouvailles. Voyez un échantillon : « Hermann Hessling, portier du Flanbaum Hotel de New York, indicateur et courrier de neige, n'avait pas tenu la comptabilité exacte que lui demandait Tom Grello. Il avait même arrêté à son compte la dernière opération. Les trois boîtes d'héroïne lui avaient rapporté dans les mille dollars. Grello, par ses soins, faisait pousser à l'ombre l'amère et blanche vengeance. Quand l'Amérique eut déclaré la guerre à l'Allemagne, Hermann se rappela les souvenirs munichois de son père, sa propre enfance et sa langue maternelle. Il eut aussi un songe où Tom Grello le regardait en silence. Il fallait saisir l'aubaine. Hessling connut les camps d'entraînement, le Texas, la mer, l'Angleterre, la France et l'Alsace... »

P. L. Th.

AIMEZ-VOUS

LES VAMPIRES ?

Si oui, vous serez contents d'apprendre que deux livres viennent de leur être consacrés.

— Le Vampire, par Ornella Volta, est paru chez J.-J. Pauvert. Présentation luxueuse, iconographie abondante. Le texte, léger et brillant, semble mis ici pour faire valoir la documentation illustrée ; en fait, les « vampires » proprement dits ne sont pas l'unique sujet du livre, qui effleure aussi bien toutes les formes mythologiques ou morbides que revêt le rapport fondamental entre la mort et l'érotisme.

— Les Vampires, de Tony Fairvire, a été publié aux éditions du Terrain Vague. Les illustrations, quoique abondantes, sont moins copieuses ; l'auteur se borne au sujet de « vampire » proprement dit, et s'interdit, sauf par allusions, les digressions sur les goulles ou les lémures, qui n'entrent point dans son sujet. Sur le vampire, par contre, il fournit, tel un universitaire, une ample moisson de textes, témoignages, indications, qui doit permettre à tout un chacun de s'y retrouver aisément. Nous dirons que Tony Fairvire est nettement plus sérieux, moins mondain qu'Ornella Volta.

Et après cela, si vous rencontrez un vampire et que vous ne sachiez que faire, tant pis pour vous, il fallait vous documenter.

P. L. Th.